



## COOPÉRATION RDC-EGYPTE

Belle moisson pour  
Félix Tshisekedi au Caire

Entre la République démocratique du Congo et l'Égypte, l'intérêt commun au bénéfice des populations a toujours constitué le socle d'une coopération économique agissante depuis la vague des indépendances africaines des années 60. Lors de son séjour en Égypte, le président de la République, Félix Tshisekedi a confirmé cette tendance en donnant corps à une série

d'investissements initiés par le Fonds de promotion industrielle. Ces contrats d'investissement estimés globalement à 416 millions de dollars américains impliquent des firmes égyptiennes, avec comme objectif ultime, de faire bénéficier à la RDC des avantages du développement intégré et assurer l'interconnectivité de ses provinces.

Page 3



Le président Felix Tshisekedi

## PARLEMENT

Le bureau d'âge a pris ses fonctions  
au Sénat

Siège du Sénat

Le vent du changement des animateurs des institutions républicaines a soufflé sur le Sénat malgré la dé-

claration du rapporteur de ladite chambre du Parlement appelant ses collègues au strict respect de

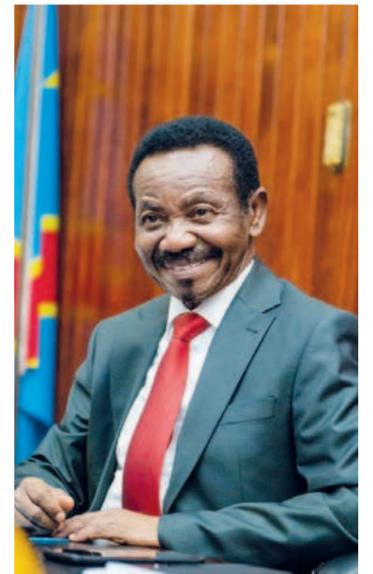
la légalité. Contrairement à cet appel, les sénateurs ont pris part à la séance plénière du 4 février convoquée par le Secrétaire général de la Chambre haute du Parlement et ont procédé à l'identification et à l'installation du bureau d'âge. Le choix a été porté sur le sénateur Léon Mamboleo de l'Union pour la nation congolaise, parti cher à Vital Kamerhe qui aura la lourde responsabilité de conduire les travaux consacrés à l'examen des pétitions contre les différents membres du Bureau Alexis Thambwe Mwamba. Le président désigné du bureau d'âge est né en 1936 et totalise 85 ans. Il sera secondé par les deux benjamins, à savoir, les sénateurs Ilanga Bakonga et Victorine Lwese.

Page x

## ASSEMBLÉE NATIONALE

Christophe Mboso a pris  
la tête du bureau définitif

Au terme de la longue séance plénière organisée le mercredi 3 février et consacrée à l'élection du bureau définitif de l'Assemblée nationale, les députés nationaux ont fait confiance au ticket présenté par l'Union sacrée pour présider à leur destinée. L'élection du nouveau bureau dirigé par Christophe Mboso N'kodia Mpuanga tourne définitivement la page du bureau Jeannine Mabunda. Sur un total de 466 votants, Christophe Mboso a obtenu 389 voix contre 365 pour Jean-Marc Kabund, tous deux candidats uniques à leur poste respectif. Le suspense a été observé pour l'élection du rapporteur adjoint remportée par Colette



Christophe Mboso

Tshomba

Page 2

## TERRITORIALE

Gilbert Kankonde réhabilite  
des gouverneurs déçus

Gilbert Kankonde/DR

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, Gilbert Kankonde, a annulé toutes les motions de déchéance ou de défiance contre les gouverneurs des provinces absents de leurs entités pour des raisons de service. Le ministre en charge de la territoriale a appelé les gouverneurs concernés à rejoindre leurs postes respectifs en attendant la décision de la Cour constitutionnelle.

Page 7

## FOOT-TRANSFERTS

Zakuani prolonge à Spalding Utd comme  
manager, Bopesu signe en Lituanie

Gabriel Zakuani

Le mercato d'hiver clôturé le 31 janvier dernier a décidément été fluide pour les Congolais à l'étranger et au pays. L'ancien défenseur central in-

ternational congolais Gabriel Zakuani a prolongé d'une saison son contrat comme manager principal de Spalding United, club évoluant à la Non League Division One (D8 amateur en Angleterre). Celui qui a mis fin à sa carrière de footballeur à 34 ans s'est reconverti depuis en entraîneur.

Joël Bopesu, quant à lui, apporte son expérience au FC Zalgiris Vilnius, lui qui a déjà connu d'autres championnats en dehors de la France. Il est passé FK Skopje et Rabotnicki en Macédoine, où il a disputé les



Joël Bopesu

préliminaires de la Ligue des champions d'Europe, et le FC Riga en Lituanie, club avec lequel il a joué les préliminaires de l'Europa League.

Page 7

## ÉDITORIAL

## Alerte

La crise du coronavirus que nous vivons depuis des mois et qui, semble-t-il, va durer encore longtemps même si les laboratoires du monde entier sont mobilisés pour la combattre, cette crise donc a au moins l'avantage de démontrer à quel point l'humanité reste vulnérable en dépit des avancées technologiques et scientifiques qui ont marqué les derniers siècles. Même si elle a pris apparemment le contrôle de la nature qui l'entoure, même si elle semble dominer le monde animal, même si elle s'est lancée à la conquête de l'espace, même si elle s'efforce de contrôler l'infiniment petit et d'exploiter maintenant le quantique, notre espèce est plus que jamais vulnérable, incapable apparemment d'anticiper le pire afin de le prévenir.

Pour dire la vérité de façon encore plus brutale non seulement l'humanité reste menacée par des pandémies que personne ne voit venir et dont la Covid-19 montre aujourd'hui l'extrême dangerosité, mais encore elle n'a pas pris réellement conscience des conséquences que les avancées de la science et de la technique pourraient avoir sur son propre destin si celles-ci ne sont pas maîtrisées, contrôlées, encadrées de façon stricte. Des conséquences que le développement anarchique de l'intelligence dite « artificielle » commence à dessiner et que de nombreux observateurs de la scène mondiale dénoncent dès à présent, arguments précis à l'appui.

Dans ce contexte pour le moins inquiétant mais que, visiblement, les gouvernants du temps présent, sur les cinq continents que compte le globe terrestre, ne prennent pas en compte, il revient aux différentes composantes de la société civile de tirer, comme on dit, la sonnette d'alarme à l'échelle planétaire. Exactement comme le font désormais les institutions, les associations qui, ayant pris la mesure de l'incapacité des Etats à lutter contre le dérèglement climatique et la dévastation de la nature, s'emploient à mobiliser tous les peuples de la planète afin d'obliger les gouvernants à agir dans la bonne direction.

Ce que nous devons tous espérer de voir surgir de la pandémie du coronavirus qui s'aggrave de jour en jour, c'est donc bien une mobilisation de la communauté internationale qui permette de prévenir les dérives sanitaires en tout genre que l'évolution actuelle des sociétés humaines rend inévitable. Une mobilisation planétaire qui pourrait d'autant plus partir du tiers-monde dont nous faisons partie que la majeure partie de l'humanité y vit avec des populations jeunes, dynamiques, volontaires qui auraient tout à perdre si le pire venait à se produire comme on peut, hélas !, le craindre.

Les Dépêches de Brazzaville

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## Christophe Mboso prend la tête du bureau définitif

Il sera secondé par Jean-Marc Kabund, élu premier vice-président de la Chambre basse du Parlement.



Christophe Mboso

Au terme de la longue séance plénière organisée le 3 février et consacrée à l'élection du bureau définitif de l'Assemblée nationale, les députés nationaux ont fait confiance au ticket présenté par l'Union sacrée pour présider à leur destin. L'élection du nouveau bureau présidé par Christophe Mboso N'kodia Mpuanga tourne définitivement la page du bureau Jeannine Mabunda. La composition du bureau de l'Assemblée plénière se présente de la manière suivante : Christophe Mboso N'kodia Mpuanga (président), Jean-Marc Kabund-a-Kabund (1er vice-président), Vital Banyewe-

size (2ème vice-président), Joseph Lembi Libula (rapporteur), Collette Tshomba Ntundu (Rapporteur adjoint), Angèle Tabu Makusi (questeur) et Jean-Pierre Kanefu (Questeur adjoint). L'on a noté, par ailleurs, l'absence d'une trentaine de députés nationaux lors de cette séance plénière électorale. Sur un total de 466 votants, Christophe Mboso a obtenu 389 voix contre 365 voix pour Jean-Marc Kabund, tous deux candidats uniques à leur poste respectif. Le même constat a été fait aux postes de deuxième vice-président, de questeur et de questeur adjoint où les candidats uniques ont été

élus sans surprise. Le suspense a quelque peu été observé pour l'élection du rapporteur adjoint où l'écart entre les deux candidats en lice a été de moins de 50 voix en faveur de Colette Tshomba. C'était le seul duel enregistré à l'Assemblée nationale.

Fait marquant de l'élection du nouveau bureau définitif de l'Assemblée nationale, l'hymne de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a été entonné par ses militants présents dans la salle du Congrès au moment de l'annonce de la victoire de Jean-Marc Kabund.

Jules Tambwe Itagali

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COOPÉRATION RDC-EGYPTE

## Belle moisson pour Félix Tshisekedi au Caire

Entre la République démocratique du Congo et l'Égypte, l'intérêt commun au bénéfice des populations a toujours constitué le socle d'une coopération économique agissante depuis la vague des indépendances africaines des années 60.

Déterminé à faire rayonner son pays au plan diplomatique après plusieurs années d'hibernation, le président Félix-Antoine Tshisekedi s'est investi, dès son avènement à la magistrature suprême, dans la revitalisation de la coopération Sud-Sud. Son premier voyage pour l'Égypte en est une belle illustration. Du 2 au 3 février 2021, le chef de l'État congolais a séjourné au Caire, en Égypte, pour donner corps à une série de projets d'investissements initiés par le Fonds de promotion industrielle (FPI) qui, depuis janvier 2020, avait amorcé des fructueux contacts avec les milieux d'affaires égyptiens.

Ces contrats d'investissement estimés globalement à 416 millions de dollars américains impliquent des firmes égyptiennes avec, pour objectif ultime, de faire bénéficier à la RDC des avantages du développement intégré et assurer l'interconnectivité de ses provinces.

## Des retrouvailles

Le premier acte du séjour de Félix-Antoine Tshisekedi au Caire a été dit le 2 février, quelques heures après son arrivée, au Palais d'El-Ittihadeya où il a eu un tête-à-tête avec son homologue égyptien, Abdel Fattah al-Sissi. Retrouvailles entre deux chefs d'État qui se tiennent en estime réciproque et qui veulent faire bouger les lignes en termes d'investissement pour une Afrique plus forte, tournée vers elle-même et puisant dans ses propres ressorts les solutions à ses problèmes.

Faisant la restitution de ses discussions avec son homologue

égyptien à la presse, Félix-Antoine Tshisekedi a exprimé toute son admiration devant la capacité de régénérescence de l'Égypte qui a su transcender les frictions et les turbulences de 2011 jusqu'à relever la tête et amorcer les pas du redécolage économique.

De la pandémie de la Covid-19, il en a aussi été question, au cours de cette rencontre, sans oublier la problématique du barrage de la Grande Renaissance en cours de construction sur l'affluent du Nil Bleu en Éthiopie.

En fin de journée, le chef de l'État prendra ses quartiers au Royal Maxim Palace Kempinski où il a accordé quelques audiences en prélude à la grande cérémonie de signature de contrats entre la RDC et les opérateurs égyptiens privés regroupés au sein d'Egyptian Arab Co. Fo Développement (EGAAD). Au sortir de sa rencontre avec le président de la République, le ministre des PT-NTIC, a affiché une ferme assurance quant à la possibilité de la RDC de basculer vers une vraie économie digitalisée.

## Egaad à la manœuvre

Dans les couloirs où grouillaient d'autres éminentes personnalités du Patronat égyptien, le Prof. Okey Oramah d'Afreximbank ainsi que Manal Abdel Hamid ont aussi joué leur partition dans le nouvel élan porteur d'espérance imprimé par ces différents projets d'investissement.

Cette journée intense et laborieuse vécue par le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, connaît



Félix Tshisekedi et Abdel Fattah al-Sissi

tra son épilogue par la conclusion d'une série d'accords d'investissement entre les opérateurs économiques égyptiens et les institutions congolaises dans les secteurs des télécommunications, de l'Habitat, et des infrastructures. C'est en présence du Premier citoyen congolais, des opérateurs économiques égyptiens et des représentants institutionnels des deux parties qu'a eu lieu la cérémonie de signature desdits accords.

Quatre contrats pour lesquels des fonds ont été effectivement levés ont été signés. Il s'agit de la construction et de l'aménagement, endéans cinq mois, de la route Mbuji Mayi-Kananga longue de 185,5 km avec pour opérateur, le groupe SAMCRETE. Le coût d'investissement est estimé à 300 millions de dollars, la finalité étant de désenclaver et de fluidifier le transport vers les points de consommation provinciaux et nationaux.

Le Groupe Hassan Allam Pgesco s'occupera, quant à lui, de la Cen-

trale photovoltaïque de Tshipuka pour 17 millions de dollars sur une durée de 12 mois tandis que Benya Capital se chargera de l'installation de 16.000 Km de fibre optique valant environ 480 millions de dollars en termes de coût et ce, pour une durée de cinq ans.

Enfin, le groupe INCOME s'est vu confié la construction de « Kitoko city », la nouvelle ville en extension de Kinshasa sur une superficie de 30.000 hectares pour 3,8 milliards de dollars de financement avec une durée d'exécution oscillant entre 5 et 10 ans.

## Le coup de pouce d'Afreximbank

D'autres projets pour lesquels les discussions se poursuivent devront attendre, le temps pour les deux parties d'arrondir les angles et de dégager des convergences utiles pour la suite. C'est notamment le cas des pourparlers en cours entre des officiels congolais et le génie militaire égyptien autour de la na-

visibilité sur le fleuve Congo, sans oublier la construction du Port de Ndomba pour désenclaver le Kasai et permettre un écoulement plus fluide des denrées alimentaires et matériaux divers vers le Kongo Central et Kinshasa.

L'ensemble du coût de toutes ces initiatives est estimé, au stade actuel, à 400 millions de dollars. Quant à la mobilisation des fonds, elle s'effectuera au travers d'une syndication de banques dont Afreximbank avec comme garantie le nantissement d'une quotité de la taxe FPI.

Joignant l'utile à l'agréable, le chef de l'État a mis à profit la journée de mercredi 3 février 2021 pour visiter quelques sites touristiques de la capitale égyptienne à commencer par les pyramides, la statue de Sphinx, le new Caire avec ses nouvelles infrastructures routières, son nouveau Mosquée capable de contenir des islamistes venant de tous les horizons.

Alain Diasso

## MONUSCO

## Arrivée prochaine de Bintou Keita et Khassim Diagne à Kinshasa

Les deux haut responsables de la Monusco doivent prendre leurs fonctions respectives en RDC au mois de février en cours.

Au cours du point de presse organisé le 3 février, le porte-parole par intérim de la Monusco et coordonnateur du groupe de communication des Nations unies, Mathias Gillmann, a annoncé l'arrivée prochaine, en République démocratique du Congo (RDC), de la nouvelle représentante spéciale du secrétaire général, Bintou Keita. Elle doit prendre ses fonctions, au terme du mandat de Leila Zerrougui, le 6 février.

Bintou Keita devrait préparer le désengagement progressif de la Monusco, tout en rassurant la populations de l'est de la RDC, en proie à une insécurité grandissante. Elle sera appuyée, dans cette tâche, par le Sénégalais Khassim Diagne, récemment nommé au poste de représentant spécial adjoint pour la protection et les opérations au sein de la Monusco. Diagne

qui succède à David Gressly des Etats-Unis est attendu à Kinshasa au cours du mois de février. « M. Diagne devrait lui aussi prendre ses nouvelles fonctions dans les semaines qui suivent », a-t-il précisé.

Bintou Keita était la sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique. Elle a travaillé comme adjointe aux opérations de maintien de la paix (en 2017). C'est en 1989 qu'elle a rejoint les Nations unies. Aussi a-t-elle travaillé, notamment, au Darfour (en 2015) et au Fonds des Nations unies pour l'enfance. En février, elle succédera à l'Algérienne Leila Zerrougui qui a dirigé la Monusco durant trois ans.

Khassim Diagne, quant à lui, arrive à ce poste avec plus de 25 années d'expérience dans la protection des réfugiés, les affaires politiques, la gestion



Khassim Diagne/DR

Bintou Keita DR

et le contrôle. Il a notamment occupé les postes de représentant du HCR au Libéria et au Cameroun ainsi que des postes clefs en Côte d'Ivoire, au Rwanda, au Kenya et en Somalie.

Il a également été chargé des affaires politiques au Bureau du représentant spécial du Secrétaire général pour la région des grands Lacs et membre de l'équipe conjointe ONU-UA qui

a organisé, en 2004, la première Conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs.

Jules Tambwe Itagali

## LUTTE CONTRE LE CANCER

## Appel de la directrice régionale de l'OMS pour réduire la stigmatisation

Dans la région africaine, le nombre de nouveaux cas de cancer a plus que doublé, ces vingt dernières années, passant de trois cent trente-huit mille cas notifiés en 2002 à environ huit cent quarante-six cas notifiés en 2020.



Dr Mathidiso Moeti, la directrice régionale de l'OMS-Afrique

Dans son message adressé à la communauté africaine dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le cancer, célébrée le 4 février à travers le monde, la directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Dr Matshidiso Moeti, a insisté sur le rôle que tout le monde devra jouer pour mettre fin à la stigmatisation, dont sont victimes les malades souffrant des cancers.

«je tiens à rappeler que nous avons tous un rôle à jouer pour réduire la stigmatisation entourant le cancer, pour contribuer à une meilleure compréhension de cette maladie et pour encourager le dépistage et la prise en charge précoces», a-t-elle fait savoir.

La prise en charge des can-

cers est un véritable fardeau pour les pays africains qui ne disposent pas de services adéquats de dépistage et de traitement. Dans la plupart des pays, fait savoir Dr Moeti, les communautés peinent à accéder aux services de dépistage, de détection précoce, de diagnostic et de traitement du cancer. «Par exemple, seulement 30 % des enfants africains at-

teints de cancer survivent à cette maladie, contre 80 % dans les pays à revenu élevé», reconnaît-elle, tout en ajoutant que les difficultés liées à l'accès aux soins du cancer sont exacerbées pendant des crises telles que la pandémie actuelle de Covid-19.

Elle affirme que de toutes les régions de l'OMS, la région africaine est «celle qui ploie sous la plus lourde charge de cancer du col de l'utérus». L'adoption en 2020, par l'assemblée de l'OMS, de la stratégie mondiale, en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col utérin, en tant que problème de santé publique mondial, poursuit-elle, revêt donc un intérêt majeur pour l'Afrique. Dans le cadre de la première phase de mise en œuvre de cette stratégie, la Guinée, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda et la Zambie déploient, à plus grande échelle, leurs programmes de lutte contre le cancer du col de l'utérus.

La directrice régionale de l'OMS soutient que l'introduction du vaccin contre le papillomavirus humain doit être intensifiée, afin de prévenir le cancer du col.

Les facteurs de risque des cancers

A en croire Dr Moeti, les facteurs de risque associés au cancer comprennent le vieillissement et les antécédents familiaux, la consommation de tabac et d'alcool, une alimentation riche en sucre, en sel et en matières grasses, le manque d'exercice physique, le surpoids et l'exposition à certains produits chimiques.

Les cancers les plus récurrents sont le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus, le cancer de la prostate, le cancer de l'intestin, le cancer du côlon, le cancer du rectum et le cancer du foie. Elle soutient, par ailleurs, que l'ingérence de l'industrie, par la promotion et la commercialisation de produits connus comme étant cancérigènes, est un défi de plus en plus préoccupant à relever. Quarante-quatre États membres de la région africaine ont ratifié la Convention-cadre de l'Organisation pour la lutte antitabac, afin de réduire la consommation de tabac, et 20 États membres ont ratifié le protocole de l'OMS pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac.

Blandine Lusimana

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



COVID-19

# Les élèves resteront toujours à la maison, le 8 février

Contrairement aux informations distillées sur les réseaux sociaux et à travers certains médias, les Bleus-blancs ne reprendront pas le chemin de l'école, à la date du 8 février prochain. Les élèves, surtout ceux de la RDC, doivent prendre leur mal en patience.

A travers sa communication relayée par Radio Okapi, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et Technique (EPST), Willy Bakonga, vient de trancher sur une probable reprise des cours pour les élèves en cette période de la pandémie de Covid-19.

«Il n'y aura pas de reprise des cours ce lundi 8 janvier dans les écoles primaire et secondaire de la RDC,» a-t-il annoncé. Willy Bakonga indique, en outre, que la question de la reprise des cours pour les élèves de la RDC ne concerne pas seulement son ministère. Il faudra attendre aussi les propositions du gouvernement et des membres du comité multisectoriel de la riposte. a décision de la reprise des cours n'est pas uniquement l'apanage du ministère de l'EPST. Les experts dudit ministère

ont travaillé sur plusieurs calendriers avec les hypothèses de différentes dates de reprise des cours, a-t-il fait savoir, tout en soulignant que toutes ces propositions sont en examen au niveau du ministère, du gouvernement et du Comité multisectoriel de lutte contre la Covid-19.

«Dès que la situation le permettra, le président de la République lèvera une option et la date vous sera communiquée officiellement», a-t-il rassuré.

Le ministre de l'EPST a saisi cette occasion pour appeler les parents et élèves au calme. «Je saisis cette opportunité pour appeler



Des élèves en classe RDC (PhBM)

au calme et à la sérénité des enseignants, élèves, parents, ainsi que les partenaires éducatifs. C'est

une situation inédite que nous sommes en train de traverser. Mais nous mettons toutes les batteries en

route pour sauver l'éducation de nos enfants ».

Face à la propagation de la deuxième vague de la pandémie, il va de l'intérêt de tous, de prendre des mesures efficaces pour réduire la contamination surtout chez les enfants qui en fait sont des vecteurs de la maladie.

Blandine Lusimana

**«Dès que la situation le permettra, le président de la République lèvera une option et la date vous sera communiquée officiellement»**

## Des journalites renforcent leurs capacités en communication des risques

Au total vingt-cinq journalistes des différents organes de presse suivent depuis le 3 février 2021 une formation sur la communication des risques et l'engagement communautaire pour la lutte contre la pandémie de coronavirus et d'autres risques de santé publique.



Organisé par le programme national de communication pour la promotion de la santé (PNCPS) avec l'appui de Africa One Health University Network (AFRO-HUN), cet atelier a pour objectif de contribuer à l'amélioration de

la santé de la population par le renforcement des capacités des professionnels des médias sur la communication des risques et l'engagement communautaire vis-à-vis non seulement de la pandémie de Covid-19 mais

aussi des autres zoonoses prioritaires.

A l'issue de cette formation, les participants devraient être capables d'expliquer les généralités sur la Covid-19, vulgariser le plan de communication sur les zoonoses prioritaires, maîtriser les notions de communication du risque et d'engagement communautaire, décrire le rôle des professionnels des médias dans la riposte à la Covid-19 et les autres zoonoses prioritaires, produire un plan média adapté au contexte de la résilience et une émission pré enregistrée et produite. Les participants devront également être en mesure au terme de cette formation de citer les messages clés de lutte contre la Covid-19 et les autres zoonoses prioritaires, maîtriser les techniques d'interview avec des professionnels de santé, des décideurs politiques et d'autres parties prenantes y compris la population sur la Covid-19 et autres risques.

La journée du mercredi a été consacrée notamment à la présentation des objectifs de l'atelier et des attentes des participants, à la communication sur les généralités de la Covid-19, à l'exposé sur la communication de risque et sur le plan de communication sur les zoonoses prioritaires.

L'atelier se clôture le 4 février avec une série de recommandations.

B.L.

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la  
**LITTÉRATURE CLASSIQUE**  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

**Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso**  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

**Horaires d'ouverture:**  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)

## PARLEMENT

## Le bureau d'âge a pris ses fonctions au Sénat

La prochaine séance plénière convoquée le vendredi 5 février sera consacrée à l'examen des différentes pétitions visant certains membres du bureau du Sénat.

Le vent du changement des animateurs des institutions républicaines a soufflé sur le sénat malgré la déclaration du Rapporteur de ladite chambre du Parlement appelant ses collègues au strict respect de la légalité. Contrairement à cet appel, les sénateurs ont pris part à la séance plénière du 4 février convoquée par le secrétaire général de la Chambre haute du Parlement et ont procédé à l'identification et à l'installation du bureau d'âge.

Le choix a été porté sur le sénateur Léon Mamboleo de l'Union pour la nation congolaise (UNC), parti cher à Vital Kamerhe qui aura la lourde responsabilité de conduire les travaux consacrés à l'examen des pétitions contre les différents membres du Bureau Alexis Thambwe Mwamba. Le président désigné du bureau d'âge est né en 1936 et totalise 85 ans. Il sera secondé par les deux benjamins, à savoir les sénateurs Ilanga Bakonga et Victorine Lwese. C'est dans ce contexte que le

rapporteur adjoint du Sénat, Marie-José Kamitatu Sona a déposé sa démission, ce jeudi 4 février. L'intéressée qui s'est adressée au président du Bureau d'âge du Sénat, n'évoque pas clairement le motif de sa démission. Sa démission est en soi une remise en cause de la clôture de la session extraordinaire par le président de la Chambre haute du Parlement, le mercredi 3 février dernier.

Précédemment, le secrétaire général du Sénat, Gilbert Kikudi Kongolo Ndjibu avait invité les sénateurs à la séance plénière convoquée le jeudi 4 février et consacrée à l'identification et l'installation du bureau devant statuer sur la pétition déposée contre le Bureau du Sénat dirigé par Alexis Thambwe Mwamba. Cet épisode faisait suite à la tension qui a caractérisé l'ouverture de la session extraordinaire au Sénat, le mardi 2 février.

Les initiateurs de la pétition avaient empêché la conduite des travaux par le Bureau Thambwe Mwamba, estimant



Siège du Sénat

que l'examen de leur pétition devait être inscrit à l'ordre du jour de la plénière et par conséquent l'installation du bureau d'âge devenait une condition sine qua non. Ce dernier était, pour les pétitionnaires, le seul compétent à examiner les différentes pétitions initiées contre quelques membres du bureau.

En réaction à la convocation de la plénière du 4 février par le secrétaire général, le bureau du Sénat, le rapporteur de la Chambre haute du Parlement, Kaumba Luenda avait estimé que la session extraordinaire ayant été clôturée après l'adoption de la loi relative à la zone de libre échange, le communi-

qué du secrétaire général est nul et de nul effet. « Le bureau du Sénat informe les sénateurs qui doivent veiller au strict respect de la légalité, que ledit communiqué, établi en violation des lois et règlements qui régissent notre institution, est nul et de nul effet », avait-t-il souligné.

Jules Tambwe Itagali

## SÉNAT

## Thambwe Muamba « poursuivi par le signe indien »

Après la réquisition du procureur général près la Cour de cassation et la motion signée par près de soixante-dix sénateurs contre lui et son bureau, le président du Sénat congolais vient de voir à ses trousses, l'inspecteur général des finances, qui vient lui demander des comptes.



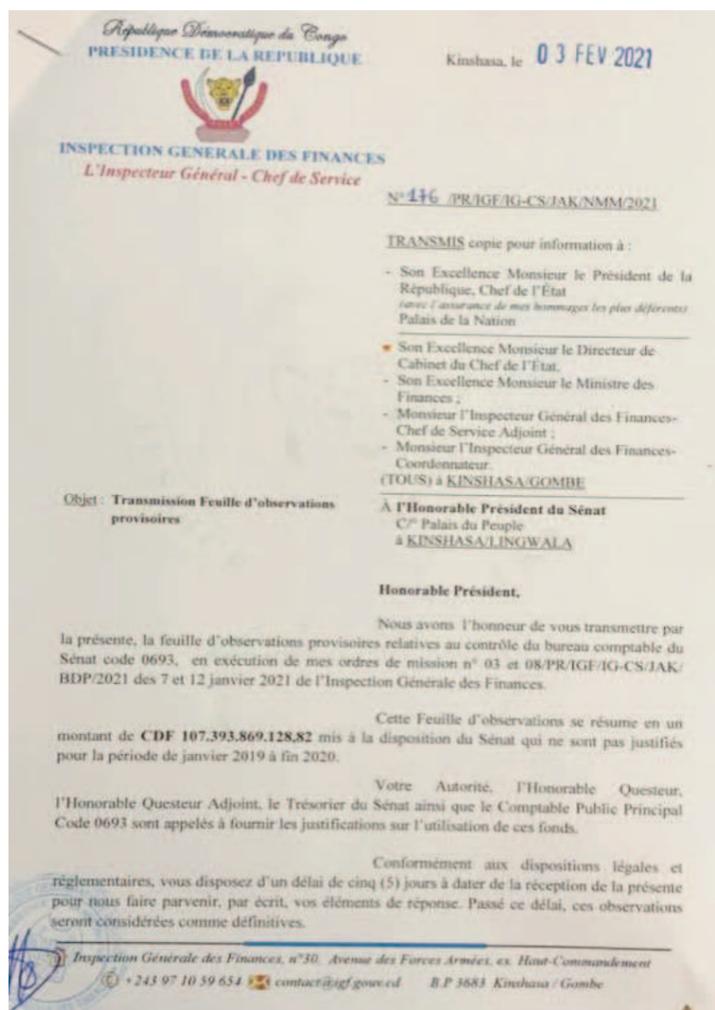
Alexis Thambwe Muamba

Dans une correspondance de l'inspecteur général des Finances (IGF) adressée, le 3 février 2021, au président du Sénat, ce dernier demande des comptes à Alexis Thambwe Muamba, à son questeur et son questeur adjoint ainsi qu'au trésorier. Ces membres du bureau du Sénat sont appelés à justifier une somme importante mise à la disposition de la chambre haute du Parlement, pour la période de janvier 2019 à fin 2020.

« Nous avons l'honneur de vous transmettre par la présente, la feuille d'observations provisoires relatives au contrôle du bureau comptable du Sénat code 0693... Cette

feuille d'observation se résume à un montant de CDF 107 393 869 128, 82 mis à la disposition du Sénat qui ne sont pas justifiés pour la période de janvier 2019 à fin 2020 », écrit l'IGF Jules Alingete Key, qui dit attendre de Thambwe Muamba, du questeur et du questeur adjoint ainsi que du trésorier du Sénat et le comptable public principal code 0693, de fournir les justifications sur l'utilisation de ces fonds.

L'inspecteur général des Finances précise également que conformément aux textes en vigueur, ces personnes interpellées disposent de cinq jours pour lui faire parvenir, par écrit, leurs éléments de



La lettre de l'IGF.

réponse. Et de faire observer que passer ce délai, les observations faites par son office seront considérées comme définitives.

Mais également, l'IGF note la possibilité d'une séance contradictoire pour passer en

revue les observations de son office et les éléments de réponse des personnes interpellées.

Cette action de l'IGF, note-t-on, est la troisième qui vise le président du Sénat et son bureau dans un écart de deux

jours. Pour la première, celle du procureur général de la République, le bureau a promptement répondu en évoquant la non utilité de l'action, étant donné que les sommes visées auraient été retournées logées dans la trésorerie du Sénat.

S'agissant de la deuxième action, liée à la pétition déposée contre le bureau du Sénat, ce dernier a réagi en disant que le communiqué du secrétaire général de la chambre haute du Parlement convoquant une plénière pour l'identification du doyen d'âge et la mise en place du bureau ad hoc violait la loi et qu'il était nul et de nul effet. Ici, certains autres sénateurs ont réagi, s'appuyant sur le règlement intérieur, pour dire que le secrétaire général de leur institution, en appelant à cette plénière, n'avait pas violé les textes.

Pour cette troisième action, le bureau Thambwe sera obligé de présenter ses moyens de défense, chiffres et documents à l'appui, pour se sauver de l'épée de Damoclès qui reste suspendue sur sa tête. Faute de quoi, il lui sera difficile de se libérer des serres de l'IGF, qui a déjà à son actif, l'envoi de certains dirigeants des entreprises et institutions congolaises devant la justice pour leur gestion des structures.

Lucien Dianzenza

## TERRITORIALE

# Gilbert Kankonde réhabilite des gouverneurs déçus

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la sécurité et des Affaires coutumières annule toutes les motions de déchéance ou de défiance contre les gouverneurs des provinces absents de leurs entités pour des raisons de service.



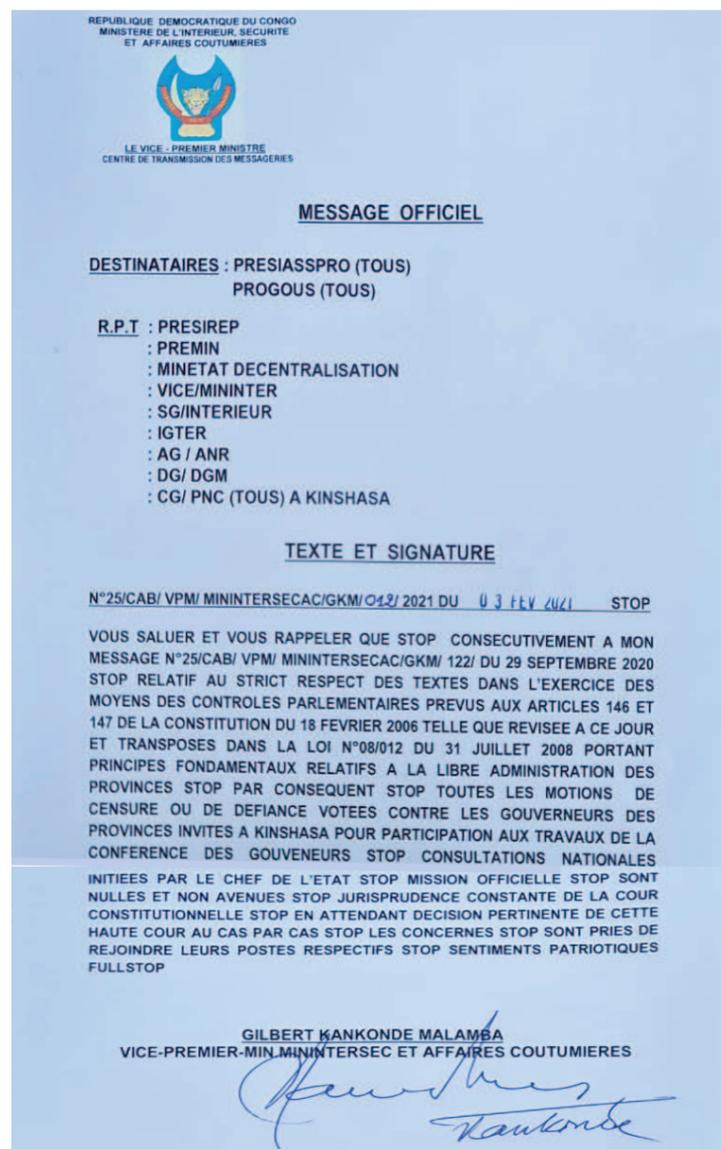
Gilbert Kankonde/DR

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, Gilbert Kankonde, vient de réhabiliter tous les gouverneurs déçus par les assemblées

provinciales de leurs provinces respectives. Dans un « message officiel » du 3 février 2021 envoyé aux présidents des Assemblées provinciales et aux gouverneurs des provinces avec

copies à la présidence de la République, au Premier ministre, à certains de ses collègues du gouvernement, il bloque toutes les motions de défiance ou de censure votées contre les gouverneurs des provinces invités à Kinshasa en mission officielle, dans le cadre de la conférence tenue dernièrement dans la capitale. « Toutes les motions de défiance ou de censure votées contre les gouverneurs des provinces pour participation aux travaux de la conférence des gouverneurs, consultations nationales initiées par le chef de l'Etat, sont nulles et non avenues », peut-on lire dans ce télégramme, qui évoque la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Le ministre en charge de

**« Toutes les motions de défiance ou de censure votées contre les gouverneurs des provinces pour participation aux travaux de la conférence des gouverneurs, consultations nationales initiées par le chef de l'Etat, sont nulles et non avenues »**



la Territoriale appelle, « en attendant la décision pertinente de cette haute cour au cas par cas », les gouverneurs des provinces concernés à rejoindre leurs postes respectifs.

Lucien Dianzenza

## FOOT-TRANSFERTS

# Zakuani prolonge à Spalding Utd comme manager, Bopesu signe en Lituanie

Le mercato d'hiver clôturé le 31 janvier dernier a décidément été fluide pour les Congolais à l'étranger et au pays.



Gabriel Zakuani

L'ancien défenseur central international congolais Gabriel Zakuani a prolongé d'une saison son contrat

comme manager principal de Spalding United, club évoluant à la Non League Division One (D8 amateur en

Angleterre). Celui qui a mis fin à sa carrière de footballeur à 34 ans s'est reconverti depuis en entraîneur. Il a pris le poste à Spalding Utd en octobre dernier au milieu des difficultés dues à la crise sanitaire de Covid-19. Le championnat amateur anglais a été arrêté, et le club occupe la 17e position avec 7 points engrangés en 8 journées. Gabriel Zakuani conserve donc son poste avec l'objectif de sauver le club.

Formé à Leyton Orient dans la banlieue de Londres, le natif de Kinshasa n'a pas joué en Premier League, mais plutôt en Championship (D2 anglaise) et d'autres divisions inférieures. Il est passé par Fulham, Stoke City, Peterborough, Northampton, Gillingham, Swindon Town et Dagenham and Redbrige. Bien que natif de Kinshasa, le milieu défensif Joël Bopesu (25 ans) n'est pas connu du public congolais. Il vient



Joël Bopesu

de signer pour une saison au FC Zalgiris Vilnius (D1 Lituanie), en provenance de Canet Roussillon (D4 France). Il n'a pratiquement pas joué avec ce club car les championnats amateurs en France étaient à l'arrêt avec la crise de Covid-19. En partant en Lituanie, cet ancien joueur de Châteauroux en France compte relancer sa carrière et entrevoir l'avenir avec sérénité.

Joël Bopesu apporte son expérience au FC Zalgiris Vilnius, lui qui a déjà connu d'autres championnats en dehors de la France. Il est passé FK Skopje et Rabotnicki en Macédoine, où il a disputé les préliminaires de la Ligue des champions d'Europe, et le FC Riga en Lituanie, club avec lequel il a joué les préliminaires de l'Europa League.

Martin Enyimo

## AU GABON

## Le long chemin des singes orphelins vers la vie sauvage

La négociation a échoué. Dans la voiture qui s'en va, les visages sont fermés. Soudain, un homme surgit et lâche : « C'est bon. Venez récupérer vos singes ». Le propriétaire de deux petits mandrills a cédé, l'association Save Gabon's Primates va repartir avec les deux orphelins.

Au Gabon, petit pays d'Afrique centrale recouvert presque entièrement par la forêt équatoriale, le mandrill est une espèce protégée, comme le gorille et le chimpanzé. La loi interdit de le chasser, le capturer, le vendre ou le détenir.

Pourtant, sa viande est encore recherchée et nombre de familles en font leurs animaux domestiques, souvent des bébés que les braconniers ont épargnés pour les vendre.

Sensibiliser, écouter, persuader

Le Dr Thierry Tsoumbou, vétérinaire de 34 ans, chef du projet « Réhabilitation » de l'association, est rompu à l'exercice.

A Moanda, à 700 kilomètres à l'est de la capitale Libreville, il s'est assis à l'écart de la maison avec le propriétaire des deux mandrills.

Une dizaine d'hommes les entourent, méfiants et nerveux « *Je suis venu chercher vos singes car la loi interdit depuis 2003 d'en garder chez soi. Sinon, les autorités viendront les récupérer de force et vous devrez rendre des comptes* », explique-t-il au propriétaire. Avant d'entamer une négociation ardue :

- Combien vous nous donnez ?

- On ne donne pas d'argent. C'est pour votre bien et pour le bien de l'animal.

- Si vous ne voulez pas l'acheter, on



Un enfant jouant avec un singe dans la cours d'une maison à Moanda (Gabon)

préfère le relâcher en forêt.

- Ils ne sont plus habitués à la forêt. Si vous les relâchez, ils vont mourir. Et ces animaux peuvent vous transmettre des maladies graves. Vous vous rappelez d'Ebola ? La maladie s'est transmise à l'homme par le singe.

- Agressifs et incontrôlables

« *Et plus ils vont grandir, plus ils vont devenir agressifs et incontrôlables* », tente le vétérinaire.

L'ambiance est tendue. L'épouse pleure à chaudes larmes, sentant que Lucien et Lucienne, comme elle les a prénommés, vont bientôt lui échapper. Pendant ce temps, les deux mandrills courent sur leur ter-

rain de jeu : un garage à ciel ouvert où gisent des carcasses de camions. Des adolescents les poursuivent, les prennent dans leurs bras, les mettent sur leurs épaules.

« *C'est aussi et surtout pour leur bien* », reprend M. Tsoumbou « *Ce ne sont pas des animaux domestiques. Ils ont besoin de vivre en groupe en forêt* ».

« *Partez ! Ou dédommangez-nous !* », lance le propriétaire.

Le vétérinaire obtempère. Seul le ministère des Eaux et Forêts peut faire saisir les animaux. L'infraction est passible de plusieurs mois d'emprisonnement et jusqu'à 10 millions de FCFA d'amende (15.500 euros). Les

peines sont très rarement appliquées mais la menace suffit généralement à convaincre. Au dernier moment, le propriétaire des mandrills a ainsi changé d'avis. Les singes sont emmenés au Centre de primatologie (CDP) du Centre de recherche interdisciplinaire de Franceville (CIRMF), à quelque 60 kilomètres de là. Commence alors leur long cheminement vers un hypothétique retour à la vie sauvage.

- Préparer à la réinsertion

Une quarantaine permet d'abord de déterminer s'ils sont porteurs de maladies (Ebola, hépatites, tuberculose...). Puis les orphelins apprennent ou réapprennent, avec des animaliers, les comportements de leur espèce.

« *Salut les loulous* », murmure tendrement Dimitri Mboulou, chef de la nurserie. Il tend avec amour le biberon à deux petits chimpanzés, dont la mère a été tuée par des chasseurs « *Je leur apprend à s'éveiller à la vie, comme si j'étais un peu leur maman* », explique-t-il.

Après la phase d'isolement, les petits rejoignent des congénères et découvrent les rapports sociaux qui cimentent leur nouveau groupe, indispensable à la survie en milieu sauvage. Le CDP accueille 350 singes de neuf espèces. Des orphelins res-

capés du braconnage, des primates sauvés du trafic d'animaux et d'anciens sujets de laboratoire du CIRMF « *Chaque année, plus de 50 sont récupérés sans même chercher, et c'est seulement la partie visible de l'iceberg* », indique Barthélémy Ngoubangoye, président de l'association et chef du CDP.

« *Leurs ancêtres ayant toujours chassé, les habitants considèrent qu'il n'y a là rien de mal et que la conservation de ces espèces menacées est un problème des Occidentaux* », déplore le vétérinaire.

« *Quand un particulier achète un bébé chimpanzé, il soutient le massacre de tout son groupe, soit une quinzaine d'individus* », souligne Pauline Grentzinger, vétérinaire du Parc naturel de la Lékédi.

Dans ce sanctuaire, tout près de Franceville, se déroule la dernière phase de réadaptation : un régime de semi-liberté où les animaux sont suivis jusqu'à leur éventuelle réintroduction dans leur milieu naturel « *Il faut un groupe viable, sans animal malade, dans une zone que l'on peut surveiller, sans braconnier, sans autre groupe de chimpanzés, sans homme à proximité* », liste Mme Grentzinger. Un pari très difficile, réussi de rares fois au Gabon.

AFP

## Le secrétaire d'État indien aux affaires étrangères, M. Harsh V. Shringla, parle de l'engagement de l'Inde dans le domaine du changement climatique – «Au-delà de Paris, l'Inde définit ses ambitions en matière de climat».

Nous constatons déjà des progrès. Nous nous étions initialement engagés à atteindre une capacité de 175 GW d'énergie renouvelable d'ici 2022. Nous sommes allés plus loin et nous prévoyons de passer à 220 GW dans les deux prochaines années. Nous avons un objectif encore plus ambitieux de 450 GW d'ici 2030.

Nous nous efforçons de faire en sorte que 40% de l'électricité en Inde provienne de sources d'énergie non fossiles d'ici 2030. Cette poussée en faveur des énergies propres va de pair avec un effort parallèle visant à réduire l'intensité des émissions de notre économie de 33 à 35% (par rapport aux niveaux de 2005) d'ici 2030.

Le programme Ujala - une campagne nationale en faveur de l'utilisation des lampes LED - permet de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 38,5 millions de tonnes chaque année. Le programme Ujala, dans le cadre duquel plus de 80 millions de ménages ont eu accès à du gaz de cuisine propre, est l'une des plus grandes initiatives en matière

d'énergie propre au monde.

L'action en faveur du climat et de la durabilité est intégrée aux programmes gouvernementaux dans de nombreux secteurs. Notre mission «Villes intelligentes» travaille avec 100 villes pour les aider à devenir plus durables et à s'adapter aux défis du changement climatique. Le programme national pour l'air pur vise à réduire la pollution atmosphérique (PM<sub>2,5</sub> et PM<sub>10</sub>) de 20 à 30% au cours des quatre prochaines années.

La mission Jal Jeevan, qui vise à fournir de l'eau potable sûre et adéquate à tous les ménages de l'Inde rurale par le biais de branchements individuels au robinet d'ici 2024, est fortement axée sur la durabilité.

Davantage d'arbres sont plantés et les terres dégradées sont récupérées pour créer un «puits» de carbone pouvant absorber 2,5 à 3 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>.

Nous travaillons également rapidement à la création d'un réseau de transport vert, afin de compenser un secteur connu pour ses émissions

polluantes, notamment dans nos grandes villes.

L'Inde construit des infrastructures de nouvelle génération telles que des systèmes de transport en commun, des autoroutes vertes et des voies navigables. Un plan national de mobilité électrique est en train de créer un écosystème de mobilité électronique, avec pour objectif que plus de 30% de tous les véhicules circulant sur les routes indiennes soient électriques.

Ces initiatives sont pour notre propre bien car l'Inde est l'un des pays les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique.

Nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, mais ces efforts portent déjà leurs fruits. L'intensité des émissions de l'Inde a diminué de 21% sur la période 2005-2014. Au cours de la prochaine décennie, nous prévoyons des réductions encore plus importantes.

L'Inde entend être un citoyen mondial responsable dans le domaine du climat. Nous n'allons pas seulement

au-delà des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris. Nous adoptons des instruments innovants pour faire progresser la coopération internationale en matière d'action climatique.

Nous avons créé des organisations internationales telles que l'Alliance solaire internationale et la Coalition pour des infrastructures résistantes aux catastrophes, qui travaillent à la création de filières mondiales à faible intensité de carbone. Plus de 80 pays ont adhéré à l'Alliance solaire internationale, ce qui en fait l'un des organismes internationaux dont la croissance est la plus rapide.

Cette combinaison d'action nationale et de citoyenneté internationale responsable fait de l'Inde un pays unique parmi les pays en développement et la place sur la voie de la réalisation de ses ambitions de devenir un leader en matière de réflexion et d'action sur le climat.

Harsh Vardhan Shringla est le secrétaire d'état indien aux affaires étrangères. Les opinions exprimées sont personnelles.

## DÉMOGRAPHIE

## En 2050, la population mondiale sera de 10 milliards d'individus

En 2050, la planète devrait être peuplée de 10 milliards d'habitants, mais la plus forte croissance viendra d'Afrique. Selon certains chercheurs et militants écologistes, la population sera importante pour ne pas gaspiller des ressources, favoriser de nouvelles pandémies et se nourrir. Ce qui invite à de multiples interrogations.

## Faudrait-il arrêter de faire des enfants ?

Selon certains démographes, il n'est pas certain que nous demeurerons toujours aussi nombreux. Face à la crise écologique, certains plaident en faveur d'une décroissance de la population. L'idée qui court est que la surpopulation future ne pourra que favoriser les guerres, les famines, le manque d'eau et surtout, la destruction de l'environnement.

## 2050 : entre croissance et décélération

Le démographe français, Gilles Pison, de l'Institut national d'études démographiques explique qu'il y a 2000 ans, le monde comptait 250 millions d'âmes. Le nombre d'habitants n'a pratiquement pas augmenté jusqu'en 1800, avant que les chiffres grimpent en flèche, entre 1800 et 2000, période au cours de laquelle la population européenne va se multiplier par quatre. Gilles Pison attribue ce changement au fait qu'« autrefois, les familles faisaient six enfants en moyenne, mais la moitié mourrait en bas âge, la population n'augmentait donc pas ».

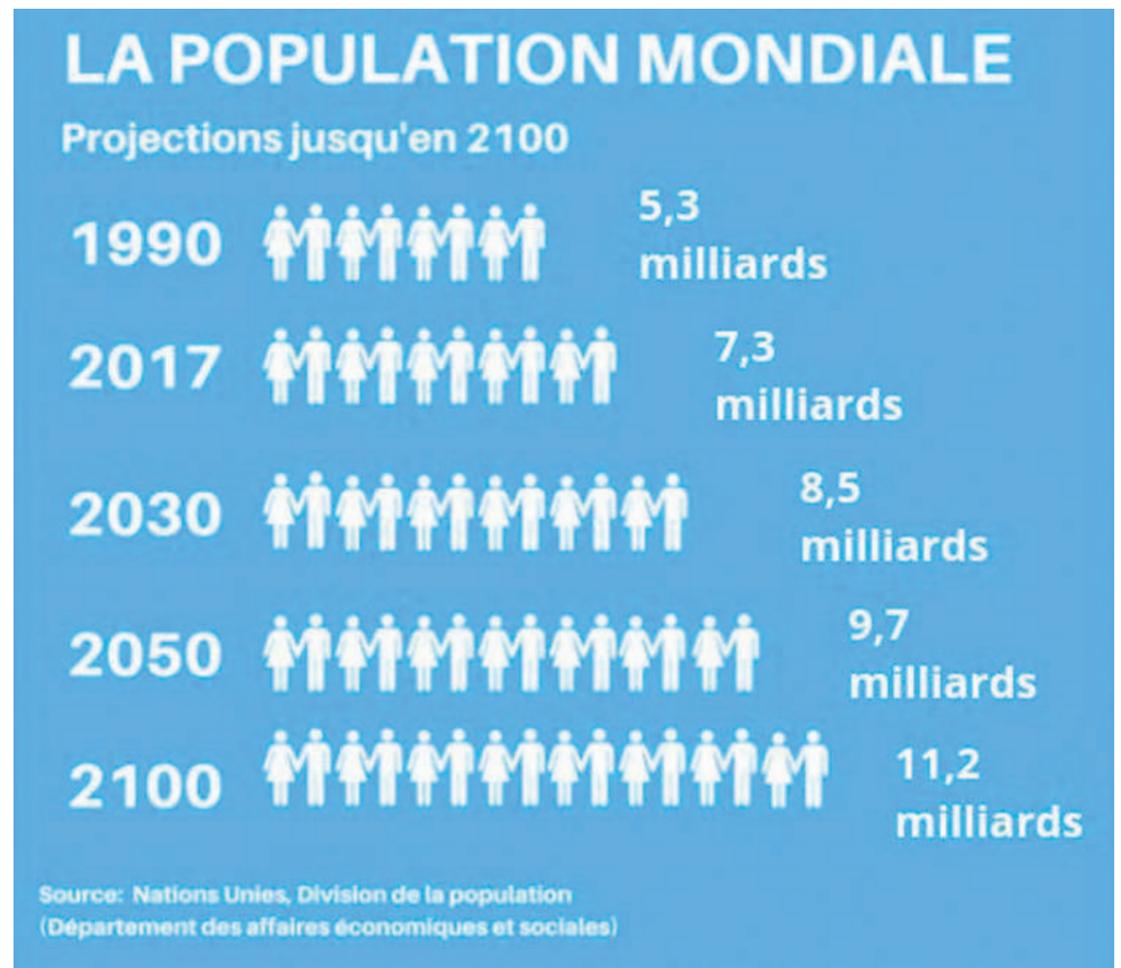
Avec le progrès technique, la découverte des vaccins, la mortalité des enfants a baissé et un « excédent des naissances » sur les décès est apparu. « Les gens se sont rendu compte que les enfants avaient un coût, alors ils ont limité les naissances à

deux enfants par couple », observe-t-il.

Un nouvel équilibre va apparaître, en Europe, en Amérique et en Asie. Seule l'Afrique connaît une transition démographique « un peu plus tardive », mais d'après ce démographe, « elle finira, elle aussi, par rejoindre l'équilibre ». En 2021, la population mondiale est de 7,8 milliards, soit 6 milliards de plus qu'il y a un siècle. Les naissances sont trois fois plus nombreuses que les décès, on vit de plus en plus longtemps et la population ne cesse d'augmenter. Soit 80 millions d'habitants de plus par an, dont 220 000 personnes supplémentaires par jour. Une croissance due en raison de l'excédent des naissances sur les décès. Gilles Pison souligne que la mortalité continuera à baisser avec les progrès médicaux et socio-économiques. « Mais le rythme de cet accroissement a tendance à ralentir. La croissance démographique est deux fois moins importante aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Et elle devrait continuer de diminuer durant les prochaines décennies », assure-t-il.

## Les causes de la décélération

Les parents seraient responsables de la décélération. « Ils souhaitent, partout sur la planète, que leurs enfants aient "une vie de qualité"... Ce qui nécessite, selon le démographe, d'investir pleinement dans



leur réussite future. La mortalité infantile ne frappe plus à tout moment comme autrefois. Le désir de porter ses efforts sur un ou deux enfants plutôt que sur six est plus important. Et se répand partout sur terre ». En moyenne, dans le monde, les femmes donnent naissance à 2,4 enfants, contre 5 en 1950. L'ère des « familles de petite taille » ne ferait donc que

commencer, poursuit-il.

Pourtant, paradoxalement, la population augmentera tout de même ces 30 prochaines années. Selon les dernières projections pour la population mondiale de l'ONU, notre planète devrait être peuplée en 2050 par 9,8 milliards d'êtres humains, en moyenne, ajoute-t-il. En fait, les 2 milliards de personnes supplémentaires viendraient en majorité des pays

où un « reliquat de croissance démographique » demeure, selon Gilles Pison. Autrement dit, où « l'excédent des naissances » sur les décès et le « mouvement de réduction de la fécondité » ont débuté plus tard qu'en Europe, qu'en Asie et qu'en Amérique. Notamment en Afrique, où le rythme de la croissance démographique n'est pas le même.

Noël Ndong

## COVID-19

## Le Brésil veut acheter les vaccins russe Sputnik V et indien Covaxin

Le Brésil compte boucler vendredi l'achat de 30 millions de doses des vaccins russe Sputnik V et indien Covaxin contre le coronavirus.

Le ministère de la Santé brésilien se réunira vendredi avec des représentants de l'institut russe Gamaleya, fabricant du vaccin Sputnik V, et du laboratoire indien Bharat Biotech, pour négocier l'acquisition de 30 millions de doses de vaccins contre le Covid-19, a déclaré le gouvernement dans un communiqué. En cas d'accord, le pays recevra 10 millions de doses du Sputnik V entre février et mars, ainsi que 8 millions de doses du Covaxin en février puis 12 millions de ce même vaccin indien le mois suivant, a précisé le ministère.

Peu avant cette annonce, l'Agence nationale de vigilance sanitaire (Anvisa) avait fait état d'une simplification de sa procédure pour analyser les demandes d'urgence, en assurant qu'elle n'exigerait plus que les essais de phase 3 (qui vérifient l'efficacité et la sécurité des vaccins) soient réalisés au Brésil. Jusqu'à présent, seuls les vaccins des laboratoires britannique AstraZeneca et chinois Sinovac (CoronaVac) sont administrés au Brésil.

La campagne de vaccination a débuté chez le géant latino-américain le 17 janvier, avec le personnel de santé, les personnes âgées et les populations autochtones.

L'Institut Butantan de Sao Paulo, qui développe le vaccin CoronaVac avec le laboratoire Sinovac et le produit au Brésil, prévoit de fournir 46 millions de doses au gouvernement d'ici la fin avril et 54 millions supplémentaires d'ici fin août. La Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), liée au ministère de la Santé et qui développe le vaccin d'AstraZeneca, prévoit la livraison de 100,4 millions de doses tout au long du premier semestre et de 110 millions supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Le Brésil, peuplé de 212 millions d'habitants, déplore un total de 227.000 décès liés à l'épidémie et connaît actuellement une seconde vague de contaminations, avec une moyenne quotidienne de 50.000 nouveaux cas et 1.062 morts la semaine dernière.

Julia Ndeko

## La stratégie vaccinale du gouvernement anglais confortée par une étude

Contestée par ses voisins européens, la stratégie vaccinale du Royaume-Uni contre le coronavirus est confortée par une étude montrant l'efficacité du vaccin AstraZeneca/Oxford dès la première dose pour protéger de la maladie comme pour freiner sa transmission.

Ces conclusions sont accueillies avec triomphalisme au Royaume-Uni, au moment où le pays très durement frappé par le virus a annoncé mercredi avoir injecté une première dose à 10 millions de personnes, même si la circulation de nouveaux variants potentiellement plus dangereux et résistants inquiète de plus en plus.

Selon cette étude de l'université d'Oxford, qui doit encore être examinée par des pairs avant publication, une première dose du vaccin développé avec le suédo-britannique AstraZeneca a permis de réduire de 67% le taux de tests PCR positifs, une proportion tombant à 50% après la deuxième.

Contre les infections, l'analyse des essais cliniques sur plus de 17.000 personnes montre une efficacité de

76% après une première dose, qui se maintient pendant trois mois. L'efficacité grimpe à 82% après une deuxième dose injectée trois mois plus tard.

Estimant manquer de données, certains pays de l'UE préfèrent ne pas l'injecter aux plus de 65 ans en l'état et la Suisse a réclamé des études supplémentaires avant de donner son feu vert. Des critiques rejetées en bloc par AstraZeneca.

Le gouvernement britannique compte sur la vaccination pour permettre une sortie du strict confinement en vigueur au Royaume-Uni, où l'on déplore plus de 108.000 morts de la maladie. Le seuil des 10 millions de personnes partiellement vaccinées a été franchi le 3 février 2021.

D'après AFP

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# L'UE prône un scrutin inclusif et apaisé

À l'orée de l'élection présidentielle fixée au 21 mars prochain au Congo, l'ambassadeur chef de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, Raul Mateus Paula, a rappelé au cours d'un entretien aux Dépêches de Brazzaville l'entière souveraineté du Congo sur la gestion de son processus électoral. Il a, par ailleurs, formulé le vœu que ce scrutin soit inclusif, apaisé et se déroule dans la paix avec une grande adhésion de la population.

**Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Comment l'Union européenne entend-elle accompagner le Congo dans la mise en œuvre du processus électoral en vue de la présidentielle de mars prochain ?**

**Raul Mateus Paula (R.M.P) :** Nous tenons à rappeler la souveraineté du Congo sur cette question ainsi que son entière responsabilité dans la gestion de ce processus qui concerne les Congolais en premier lieu. De façon générale, l'UE peut décider d'envoyer des observateurs suivre une élection, à condition qu'une requête ait été envoyée par le pays organisateur des élections et ce, bien avant la tenue du scrutin. Or à ce jour, aucune demande en ce sens ne nous ait parvenue de la part du Congo.

En revanche, nous avons souhaité contribuer à cette élection, en organisant, à l'endroit des médias, un séminaire d'information, de réflexion et de formation en coopération avec le Conseil Supérieur de la Liberté de Communication. Les médias ont un rôle très important à jouer lors de cette élection : nous espérons que ce séminaire sur le processus électoral contribuera à l'objectif partagé d'une élection apaisée, libre, équitable, transparente et crédible tant sur les aspects de sensibilisation des électeurs que sur ceux liés à la couverture médiatique et au respect de l'équité pour tous les candidats, conformément aux normes et principes déontologiques de leur métier.

Je me réjouis en tous cas, de la qualité des échanges et des discussions qui se sont déroulés tout au long de ce séminaire.

**LDB : Quelles sont vos attentes au terme de cette élection ?**

**RPM :** Nous formulons le vœu qu'elle soit démocratique et donc inclusive, transparente, apaisée, crédible, qu'elle rencontre l'adhésion des populations et surtout, qu'elle se déroule dans la paix. Les pro-



Raul Mateus Paula, Ambassadeur, chef de la délégation de l'UE au Congo/Adiac

cessus électoraux peuvent en effet être des sources de tensions et de violences qu'il convient de prévenir.

Au-delà du processus électoral en soi, il est en tout état de cause fondamental que le président qui sera élu mette en place un gouvernement qui s'attèle à de profondes réformes pour assurer la transition du Congo vers une économie verte. En effet, il est important de réduire la trop grande dépendance de l'économie vis-à-vis du pétrole en mobilisant tous les atouts et énergies dont dispose le pays pour émerger et créer la prospérité. Cela est d'autant plus urgent que le Congo fait face à une dette extérieure, intérieure et à l'égard des traders de pétrole substantielle, qui limite les marges budgétaires pour conduire des politiques ambitieuses.

Les réformes à conduire sont de nature à améliorer la transparence des finances publiques pour engranger de nouvelles recettes budgétaires et améliorer la gouvernance publique, la transparence et la lutte contre la corruption.

Bien entendu, ces réformes permettront de poursuivre les efforts en cours en matière de gouvernance et de renforcement des institutions démocratiques.

**LDB : Cette élection s'organise dans un contexte marqué par le Covid-19 et l'accès aux vaccinations suscite d'inquiétude pour les pays en développement. Quelles sont les dispositions prises par l'UE pour rendre le vaccin disponible au sein des pays pauvres ?**

**RMP :** La crise sanitaire causée par la pandémie de coronavirus a effectivement des impacts négatifs, tant sur le plan économique, social et même sur la mobilité des personnes pour tous les pays du monde. Il convient cependant de souligner, pour s'en réjouir, que des vaccins contre la Covid-19 ont été élaborés dans un temps record. Cependant, dans la stratégie de vaccination des différents pays, il serait totalement illusoire d'avoir des approches purement nationales au détriment d'une approche globale qui s'avère indispensable pour protéger l'humanité. C'est dans cet esprit que les dirigeants de l'Union européenne ont soutenu dès le début le dispositif multilatéral Covax, avec une contribution de 850 millions d'euros auxquels se sont ajoutées des contributions substantielles de ses États Membres, pour permettre aux PMA et pays à revenus intermédiaires comme le Congo de bénéficier d'un

accès rapide au vaccin.

À cet égard, il y a lieu de se réjouir que le Congo dispose d'ores et déjà d'une stratégie pour vacciner 60% de sa population et qui s'inscrit pleinement dans le cadre du mécanisme Covax.

Par ailleurs, face aux difficultés des laboratoires de produire massivement les vaccins et d'organiser la logistique et la distribution sur le plan mondial, des tensions bien compréhensibles ont été observées récemment. C'est dans ce contexte que l'Union européenne vient de décider d'un contrôle des exportations des vaccins jusqu'à fin mars, en excluant de ce contrôle les PMA et pays à revenus intermédiaires ainsi que les acteurs humanitaires pour leur faciliter un accès plus rapide aux vaccins tant nécessaires.

**LDB : Dans le cadre du partenariat UE-Afrique, quels sont les projets inscrits en priorité dans l'agenda du Congo à court et moyen terme ?**

**RMP :** Au Congo, plusieurs projets engagés dans le cadre de notre partenariat suivent leur cours normal. Il s'agit, entre autres, des projets d'appui au commerce et au secteur privé (PRCCE II), du soutien au climat des affaires, à la diversification de l'économie, aux chaînes de valeur agricoles, à la construction du port de pêche artisanal à Pointe-Noire et à la gouvernance des ressources halieutiques, ainsi que dans le cadre du développement durable, à l'émergence de villes résilientes (Nkayi et Owando) ; sans oublier la gouvernance forestière (APV-FLEGT) et la lutte contre le changement climatique.

Tous ces projets ont bien progressé et font l'objet d'une mise en œuvre progressive. Par ailleurs, l'Union européenne prépare en concertation avec les pays ACP, un nouveau programme pluriannuel (2021-2027). S'agissant du Congo, des consultations ont déjà eu lieu et se poursuivront avec le gouvernement

et les institutions dont le Parlement, la société civile et le secteur privé.

En lien avec les priorités définies dans le PND, les grands axes qui dessinent et s'inscrivent par ailleurs dans la continuité de la précédente programmation concernent :

La gouvernance économique et la transition vers une économie verte et diversifiée avec un appui renforcé au secteur privé, l'amélioration du climat des affaires, l'accès au financement des PME et la promotion du commerce ; La gestion durable des ressources naturelles, la préservation de l'environnement, la lutte contre le changement climatique, la promotion des énergies renouvelables et de villes plus résilientes ; La promotion de la démocratie et de la gouvernance participative pour contribuer au renforcement des capacités de la société civile à participer activement au développement socio-économique et à la protection des droits de populations vulnérables.

Enfin, pour répondre à ces défis majeurs, qui exigent de plus en plus une action collective, rapide et décisive au niveau multilatéral, l'UE a renforcé sa synergie avec ses États membres en inscrivant sa coopération dans le cadre de « l'Equipe Europe ». Cette approche qui consiste à rassembler les expertises et à combiner les ressources de l'UE, de ses États membres et des Partenaires techniques et financiers (PTF) permet d'apporter une réponse européenne plus solide.

En République du Congo, de concert avec la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, mais également les États membres basés à Kinshasa avec mandat au Congo, des actions ont déjà pu être menées, notamment en réponse à la lutte contre la pandémie. Ces actions ont permis d'appuyer les efforts du gouvernement tout en réaffirmant le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial de premier plan.

*Propos recueillis par Guy-Gervais et Gloria Imelda Losselé*

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Mathias Dzon invite les Congolais à se faire enrôler sur les listes électorales

Le président du Collectif des partis de l'opposition congolaise (CPOC), Mathias Dzon, qui vient de déposer officiellement le 3 février sa candidature à la Direction générale des affaires électorales pour le scrutin présidentiel du 21 mars, a invité les Congolais en âge de voter à s'inscrire sur les listes électorales.



Mathias Dzon entouré de Jean Itadi et de Elo DacyAdiac

Un jour après son dépôt de dossier de candidature, Mathias Dzon a animé le 4 février à son domicile, une conférence de presse pour dénoncer des irrégularités dans le processus électoral en cours et confirmer sa participation. « J'ai déposé ma candidature, toutes les conditions sont réunies, mon dossier est complet, je vais voir comment il va être traité. J'appelle les Congolais à s'inscrire massivement sur les listes électorales et à se faire délivrer l'une des quatre pièces d'identité exigées par le vote, à savoir : la carte nationale d'identité, le passeport, le permis de conduire, la carte militaire », a-t-il déclaré, précisant qu'il ira jusqu'au bout de sa démarche.

Entouré des autres membres du collège restreint du CPOC, le président de cette plateforme politique a indiqué que le pouvoir s'emploie actuellement à mettre

place de nombreuses manœuvres de fraudes électorales à grande échelle. Ce qui est contraire, a-t-il dit, à l'esprit de la concertation politique de Madingou tenue sur le thème : « Consolidons les acquis de notre démocratie par des élections libres, transparentes et apaisées ».

« Le pouvoir prépare une grande tricherie puisqu'il y a la distribution des cartes nationales aux domiciles des gens et la pré-campagne. Il est dit qu'on ne peut pas faire la campagne avant la période autorisée. Avant la convocation du corps électoral, le PCT et ses alliés étaient déjà en campagne à travers les différentes associations. Si c'était moi, on m'aurait disqualifié, c'est donc deux poids, deux mesures. Il faut respecter la loi », a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général de l'Union patriotique pour le renouveau national, Elo Dacy, a, de son côté,

indiqué que le gouvernement était en train de reconduire les stratégies électorales de 2002 et 2009, reposant sur les fraudes ; la manipulation des consciences et l'achat de votes. La loi électorale demeure, d'après lui, la même, confiant l'organisation de l'ensemble du processus électoral au ministère de l'Intérieur et à son administration.

« Face à cette situation, le CPOC interpelle le président de la République afin qu'il ordonne, la reprise de façon consensuelle et transparente, de tous les actes préparatoires de l'élection présidentielle de 2021, aujourd'hui très mal engagés et mal organisés, en convoquant un vrai dialogue national inclusif, en vue de faire de cette échéance électorale capitale, une élection réellement libre, transparente, équitable, et apaisée », a conclu Elo Dacy.

Parfait Wilfried Douniama

## Gilbert Iloki Mackero se déclare candidat de la refondation du Congo

L'ancien conseiller du district de Mossaka, enseignant de carrière, Gilbert Iloki Mackero, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle du 21 mars prochain, à la faveur d'une conférence de presse animée le 5 février à Brazzaville.



Gilbert Iloki Mackero dit être le candidat de la refondation du Congo. Le futur président a rappelé à l'auditoire que le Congo est aujourd'hui plongé et se plonge davantage dans une misère sans précédent du fait de la mauvaise gouvernance en dépit de ses atouts naturels.

Dans tous les secteurs de la vie, a-t-il dit, rien ne marche ; exposant ainsi la majorité des Congolais dans une précarité absolue. Après une longue réflexion, j'ai pensé que tout cela

peut changer et un Congo nouveau, prospère, où il fait bon vivre est possible, a-t-il dit.

Pour Gilbert Iloki Mackero, dans un système politique que nous avons voulu démocratique depuis la Conférence nationale souveraine de 1991, l'alternance démocratique devrait être une règle incontournable et immuable. « C'est fort de ce principe que moi, Gilbert Iloki Mackero, j'ai résolu de me porter candidat à l'élection présidentielle du 17 et du 21 mars 2021. Je vais être le candidat de la refondation du Congo à l'image du Général Charles De Gaulle en France, de Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, de Nelson Mandela en Afrique du Sud. »

Le Congo, a-t-il ajouté, qui a connu des avancées significatives dans les années 1960, recule et sa situation devient alarmante.

Nous sommes un peuple béni et descendant des grands hommes à l'instar des rois Makoko, Mâ Loango et aussi des pères de l'indépendance, tels Jacques Opangault, André Grenard Matsoua, Tchikaya, Tchitchele, Kikounga et bien d'autres, a-t-il rappelé. Si nous nous en inspirons, avec la volonté et la détermination, nous avons la capacité de sortir le Congo du gouffre, a-t-il renchérit. Il a invité les Congolais à se mobiliser pour gagner dès le premier tour. « Ma mission est de libérer le Congo. Pour cela, nous allons nous confronter à d'autres candidats et pouvoir débattre, comparer nos programmes et nos personnalités. Nous mesurons les enjeux, les difficultés et aussi les drames que nous aurons peut-être à affronter, mais les Congolais peuvent compter sur la force de nos convictions, de notre énergie et notre détermination pour sortir le pays de l'impasse », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

## RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

## Une prorogation de quelques jours s'impose

Lancée le 23 janvier dernier, l'opération de révision des listes électorales a atteint sa vitesse de croisière. A Brazzaville, au regard de l'affluence constatée à trois jours de sa clôture, les chefs de centre d'enrôlement sollicitent une rallonge de quelques jours.

Les chefs de centre d'enrôlement ont exprimé le désir de proroger la date de clôture de l'opération au préfet de Brazzaville, Cebert Iboko Onanga et au président du conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, qui ont visité, le 4 février, quelque-uns de ces centres en vue de constater l'effectivité de l'opération. De Madibou à Talangaï, en passant par Makélékélé et Bacongo, ils ont noté avec satisfaction que la révision extraordinaire des listes électorales se fait sans heurts.

A trois jours de la clôture de l'opération, l'affluence s'observe dans les centres d'enregistrement. Ainsi, pour donner à tout le monde la chance de s'inscrire, quelques responsables des centres d'enrôlement ont réclamé des autorités habilitées une prorogation de quelques jours. Le préfet de



Cebert Iboko Onanga et Dieudonné Bantsimba visitant le centre d'enrôlement de la mairie de Talangaï/Photo Adiac

Brazzaville a promis transmettre la doléance à qui de droit.

« Nous venons de visiter

quelques centres d'enrôlement. Nous avons constaté avec satisfaction que l'opération s'effectue

normalement. A trois jours de la clôture de cette campagne, l'engouement de la population à

s'inscrire se fait sentir. Les chefs de centre d'enregistrement ont sollicité une rallonge de quelques jours afin de permettre à tous de s'enrôler. Mais nous n'avons pas la décision ; nous transmettrons les doléances au gouvernement pour appréciation », a indiqué Cebert Iboko Onanga.

Sur le terrain, l'enrôlement se fait à différents volets. En premier, il s'agit d'insérer dans le fichier électoral les jeunes qui ont atteint l'âge de la majorité, soit 18 ans, cette année. L'opération consiste aussi à enregistrer les personnes ayant changé de villes, de villages ou de quartiers, mais aussi à retrancher celles qui sont décédées afin de constituer un fichier électoral cohérent et définitif.

Selon le programme initial, l'opération de révision extraordinaire des listes électorales sera clôturée le 7 février prochain.

Firmin Oyé

## COMMERCE CONTINENTAL

## Les normes Ohada indispensables pour la mise en oeuvre de la Zlecaf

Les experts de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), les représentants des chambres de commerce d'Afrique centrale et les responsables des commissions nationales Ohada de la sous-région se sont réunis du 28 au 29 janvier à Douala au Cameroun, en vue d'examiner le nouvel environnement juridique des affaires autour de la mise en oeuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Cette rencontre régionale sur la mise en conformité des règles nationales avec les dispositions de l'Ohada a porté sur la prise en compte de l'organisation dans le processus de mise en oeuvre de la Zlecaf et l'outillage des commissions nationales Ohada aux nouvelles exigences de ce grand marché libéral ouvert officiellement le 1er janvier dernier. Lors des travaux, les experts se sont référés à une étude réalisée au Tchad.

En effet, le directeur des ressources humaines, du matériel de l'Ohada, Thibaud Nambogo-

na a signifié que l'étude de l'impact de l'effectivité des droits Ohada et la mise en conformité des droits au niveau des Etats de l'Afrique centrale, en s'inspirant de l'étude sur l'effectivité du droit Ohada effectuée au Tchad permettra d'identifier les points faibles et de convergences. Ceci, afin de rendre effective cette libre circulation et relever les éventuels obstacles. D'après lui, avec un marché potentiel de 1,2 milliard de personnes, représentant un Produit intérieur brut (PIB) de 2 500 milliards de dollars, la Zle-

caf bouleverse en effet le secteur continental des affaires. « Il est nécessaire de veiller à l'effectivité du droit Ohada dans les Etats membres, et d'intégrer la Zlecaf dans les instruments juridiques de cette organisation », a-t-il estimé.

De son côté, Emmanuel Sibidi Darankoum, représentant du secrétaire permanent de l'Ohada a indiqué que cette plateforme offre déjà un cadre qui permet d'intégrer les économies africaines sur le plan international. De ce fait, il est important que ladite organisa-

tion soit partie prenante des programmes d'harmonisation régionaux en oeuvre en Afrique. A cet effet, pour une parfaite adéquation du contexte économique offert par la Zlecaf avec les dispositions harmonisées de l'Ohada, la zone Afrique centrale doit explorer des pistes de solutions autour de plusieurs thématiques précises parmi lesquelles : le partage des expériences sur l'effectivité du droit Ohada au niveau national ; le droit des sociétés Ohada : l'Afrique centrale en question, droits des sûretés Ohada ; Oha-

da-Zlecaf : quelles articulations et perspectives ?...

Notons qu'une quarantaine de délégués venus de différents pays notamment le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Tchad, le Cameroun, la Centrafrique, la Guinée équatoriale et la République démocratique du Congo ont pris part aux travaux co-organisés par l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Ohada à travers le Projet d'amélioration du climat des investissements au sein de l'espace Ohada.

Gloria Imelda Lossele

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Le MJP appelle les acteurs politiques à l'apaisement

Le Mouvement des jeunes présidentiels (MJP) a, dans une déclaration rendue publique le 3 février à Brazzaville, condamné et rejeté le message électoral à la fois « réactionnaire, rétrograde, obscurantiste et abject » de certains candidats déclarés à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.



Les membres du MJP rendant publique leur déclaration

« Le MJP, profondément attaché aux idéaux de paix, à l'unité nationale infrangible, à l'intégrité territoriale du Congo et aux valeurs de progrès prônées par le président Denis Sassou N'Guesso fustige ce comportement qui fait régresser notre beau pays aux calendes médiévales », ont dénoncé les membres de cette association politique.

Le MJP a, par ailleurs, interpellé l'opinion nationale et internationale sur ce qu'il qualifie de « lourde menace » contre la paix sociale, et déploré le fait que les intellectuels et universitaires de renom, les partis politiques si loquaces ne réagissent pas face au danger anti national projeté par ces messages électoraux provocateurs.

Selon ces jeunes, les auteurs de ces messages seraient, sous d'autres cieux, purement et simplement disqualifiés pour cause d'incitation à la haine, d'atteinte à l'intégrité territoriale et à l'option républicaine et démocratique de l'Etat congolais, conformément à la Constitution du pays. « Le MJP met en garde tout aventurier qui, pour cause de liberté d'expression mal digérée, viendrait à menacer la paix et la stabilité institutionnelle de notre cher et beau pays », a menacé le MJP.

Créé le 17 novembre 2020 à Brazzaville, le MJP, qui est dirigé par Donald Mobobola, s'est engagé à accompagner et à défendre les valeurs de paix, de vivre ensemble, de cohésion et du patriotisme.

Parfait Wilfried Douniama

## COMMERCE EXTÉRIEUR

## Les exportations du Congo ont chuté de 78,69% en 2020

Les exportations du Congo sont passées de 1277,978 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2020 à 272,392 milliards de FCFA au troisième trimestre 2020, soit une diminution drastique de 1005,586 milliards de FCFA correspondant à 78,69%.

Le récent bulletin des statistiques du commerce extérieur de l'Institut national de la statistique (INS), publié le 3 février, présente les résultats des sorties (exportations) et des entrées (importations) des marchandises du pays au troisième trimestre de l'année. Le niveau des échanges extérieurs qui était nettement mieux au début 2020 s'est détérioré progressivement vers la fin de l'année.

La même tendance a été observée au niveau des importations. Après une forte chute au deuxième trimestre, les importations se sont stabilisées au troisième trimestre. « Les importations se sont chiffrées à 212,811 milliards de FCFA au troisième trimestre, contre 205,780 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2020, soit une hausse de 7,031 milliards de FCFA (3,42%) », précise l'INS, ajoutant qu'au premier trimestre elles se sont chiffrées à 255,269 milliards de FCFA, avant de baisser à 205,780 milliards de FCFA au semestre suivant.

Il faut noter que les principaux produits exportés par le Congo-Brazzaville sont les hydrocarbures, le bois, le ciment...

Les premiers pays de destination des produits congolais sont la Chine et l'Inde qui représentent 71,27% des exportations au troisième trimestre 2020. Par ailleurs, l'Afrique de l'Ouest (12,51%), l'Union européenne (7,52%) et l'Afrique centrale (3,64%) occupent respectivement la deuxième, la troisième et la quatrième destination des exportations.

L'Europe, avec 40,03% du niveau global des exportations, est la première zone géographique d'échange à l'importation avec le Congo au troisième trimestre 2020, suivie de l'Asie (37,82%), de l'Afrique (11,32%) et de l'Amérique (8,19%).

Fiacre Kombo

## FORUM DES POLITIQUES DE LA BANQUE MONDIALE

## La société civile congolaise invitée à soumettre ses propositions

Les réunions du printemps 2021 de la Banque mondiale, ainsi que les activités connexes se tiendront en mode virtuel du 5 au 11 avril. Les organisations de la société civile vont évoquer des sujets brûlants de la dette et la reprise économique, après la crise sanitaire.

Les échanges entre les experts de la Banque mondiale et les organisations de la société civile seront centrés sur le thème général de la résilience à la crise du Covid-19 : « Aider les pays à construire une reprise verte et résiliente ». Pendant ce temps, vont également se tenir les réunions conjointes du comité du développement du groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), ainsi que du comité monétaire et financier international du FMI qui discute des progrès accomplis par les institutions. Cet événement constitue une opportunité majeure pour les organisations de la société civile non seulement de s'exprimer, mais surtout de présenter leurs propositions en direct sur des thématiques liées à la crise sanitaire, la dette, la reprise économique, aux vaccins et au climat. Parmi les autres événements présentés, figurent des séances d'information régionales, des conférences de presse et des forums axés sur le développement.

F.K.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ

## Le plan de travail 2021 en cours d'élaboration

L'atelier d'évaluation des plans de travail budgétisés 2020 et de programmation des interventions de l'année 2021 des structures du ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement se tient à Brazzaville du 4 au 7 février.

A travers l'évaluation des plans de travail et la programmation des interventions de cette année, les directeurs généraux, centraux et départementaux de la santé et du genre analyseront les performances et les échecs de l'année écoulée pour mieux relever les défis à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, a expliqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo. « Nous devons poursuivre en 2021 les efforts de riposte débutés en 2020 tout en intégrant, dans chaque domaine de compétence, les actions novatrices associant la réponse contre la covid-19 et la continuité des soins et services de santé », a-t-elle déclaré.

A propos de financement, il sera question de renforcer la sécurisation des recettes générées par la participation communautaire dans toutes les structures de santé pour garantir la disponibilité des médicaments essentiels et génériques ainsi que les autres intrants. Sur la gestion de l'information sanitaire, les difficultés rencontrées dans la production des rapports de situation journaliers prouvent à suffisance qu'il faut impérativement ériger une antenne dans chaque département au sein des secteurs opérationnels.

Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé, Lucien Manga, a rappelé que l'année 2020 a été difficile et que le Plan national de développement sanitaire ainsi que les plans de travail en cours d'évaluation contribuent à faire face, de façon cohérente et efficace, aux différentes difficultés sanitaires rencontrées.

Les conclusions de l'atelier d'évaluation des plans de travail budgétisés 2020 et de programmation des interventions de l'année 2021 seront connues le 7 février, jour de clôture des travaux dudit atelier.

**Rominique Makaya**

## L'hôpital général de Nkombo bientôt opérationnel

Le premier module de l'hôpital général de Nkombo, situé dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, Djiri, sera mis en service courant mars, a fait savoir le Premier ministre, Clément Mouamba, au cours de la visite effectuée le 4 février.



Accompagné de la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, le chef du gouvernement a visité le chantier de construction de l'hôpital général de Nkombo. L'objectif de cette visite n'était pas seulement de constater l'état d'avancement des travaux, mais aussi l'offre de santé, grâce aux différents services qui seront opérationnels dès l'ouverture de ce module.

« Le financement a été acquis pour assurer la finition de la première phase. Le travail avance très bien. La visite a consisté à voir les différents secteurs qui pourront marcher après la finition. Donc, les services essentiels de premier niveau qui pourraient permettre à cet hôpital de

soigner les malades », a assuré le Premier ministre, sur ce site où travaillent près de sept cents techniciens.

Dans le but d'améliorer l'offre de santé et la qualité de service, cet hôpital, selon la ministre de la Santé, sera disposé de « la majorité des services, notamment les services de chirurgie, de maternité, des urgences, de radiologie, un service spécialisé Covid. Avant la fin de ce mois, les consultations pourront commencer », a-t-elle indiqué.

L'ouverture de cet hôpital facilitera l'accès aux soins aux habitants des quartiers situés au nord de Brazzaville. « Les populations habitant le nord de Brazzaville pourront se réjouir de ne plus

effectuer un long trajet pour se rendre au CHU (Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (NDLR)) », s'est-elle réjouie.

Depuis la reprise des travaux, « le travail avance normalement », comme l'a constaté le chef du gouvernement, seul hic, dit-il, c'est le retard pris dans l'acheminement du matériel, lié à des difficultés de transfert. « D'ici là nous allons demander à la Banque centrale de jouer son rôle, d'accélérer les paiements de sorte que ce matériel arrive rapidement. J'ai bon espoir. Dans un délai de 30 jours au plus tard, on devrait avoir un hôpital, absolument utilisable courant mars. On pourra avoir ces différents services tout à fait opérationnels », a rassuré Clément Mouamba, avec une promesse d'accélérer le processus pour être en possession de l'équipement acquis. Pour rappel, le gouvernement avait lancé en 2014 la construction de douze hôpitaux généraux dans tous les départements du pays. Ces chantiers ont été mis à l'arrêt faute de financement. Pour faciliter l'accès à l'offre de santé, les travaux des hôpitaux généraux de Brazzaville et de Pointe-Noire ont été relancés en chantiers prioritaires.

**Josiane Mambou Loukoula**

## SOLIDARITÉ

## L'ONG Aasec donne de la joie aux enfants d'Haïti

En vue de commencer l'année en beauté, l'association aide soutien secours aux enfants congolais (Aasec), a partagé le sourire avec les enfants de l'école de Pisto située dans le département de l'Artinonite en Haïti.

Intervenant en faveur des orphelins, des jeunes filles mères, des adultes et enfants handicapés, des mineurs en danger, des personnes du troisième âge et celles ayant des problèmes médicaux dans tous les départements du Congo, l'Aasec a décidé depuis quelques temps d'étendre dorénavant son champ d'action un peu partout.

Après avoir élargi son action en faveur des démunis du Bénin où ils avaient apporté des dons dans un orphelinat et fait un travail environnemental dans la localité de Bohicon, l'Aasec s'est déportée du côté de Haïti où par le biais de son représentant dans ce pays, Wilcene Antoine, cette association a fait don de produits de première nécessité accompagné d'un repas aux enfants de l'école de Pisto, qui ne mangent en cantine que deux ou trois fois toute l'année scolaire.

Sur la motivation de cet apport, la présidente de cette association, Amandine Dossou, pense que l'Aasec est une association panafricaine mais qui ap-



porte des aides aux pays moins avancés (PMA) pour subvenir à leurs besoins. Haïti étant un PMA l'Aasec a décidé d'assister quelques enfants de ce pays. « Haïti est l'un des territoires souvent confrontés aux tremblements de terre. De par mon histoire (j'ai vécu en Guyane française), j'ai rencontré des

Haïtiens donc j'ai noué des liens pour faire des actions de bienfaisance chez eux. Ainsi, le bon cœur de notre structure à rescousse des démunis pour le bien-être des enfants du monde avec pour principe, Aider et faire réussir les autres, nous a motivé à leur porter assistance », a déclaré la

présidente de l'Aasec.

Notons que Amandine Dossou a eu l'idée de s'investir en faveur des jeunes enfants démunis après avoir connu elle-même des difficultés énormes dans sa vie, avant de se retrouver en France à 13 ans. En 2016, elle crée l'Aasec en France, enregistrée par la suite au Congo

Brazzaville, avec pour objectif principal de venir en aide aux enfants défavorisés du Congo et des pays limitrophes. « C'est en relatant mon récit de vie, sûrement, et j'y crois fortement, que j'attirerai les jeunes à être comme moi, dynamiques et altruistes. À ces jeunes, je dirai ceci : dans la vie on obtient quelque chose en se rendant utile à la société, autrement ce serait difficile d'y arriver. Selon moi, seules la patience et la persévérance comptent », déclare-t-elle.

Outre la France et le Congo Brazzaville, actuellement l'Aasec a des collaborateurs en République démocratique du Congo, au Bénin, au Cameroun, au Burkina Faso, au Madagascar, et en Haïti. Des bénévoles voulant se joindre à cette association peuvent contacter aux (+242) 06 802 7313 / aaseccongo@gmail.com ou en France par l'adresse suivante : BP 40115-40002 Mont-de-Marsan France, ainsi que sur les réseaux sociaux.

**Bruno Okokana**

## VIENT DE PARAÎTRE

# « Au gré du destin » d'Emmanuel Ebolo Iyendza

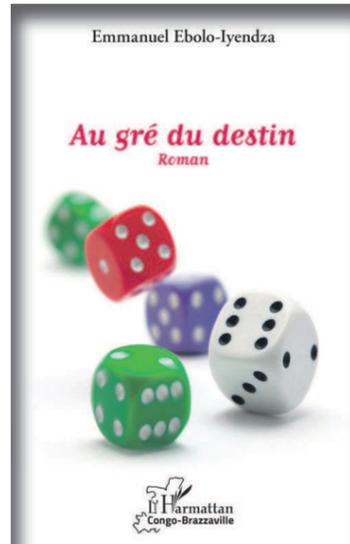
Paru le 17 décembre 2020 aux éditions L'Harmattan Congo-Brazzaville, « Au gré du destin » est un roman axé sur l'imprévisibilité de la vie face aux détours du destin.

« Au gré du destin », c'est la truculente et fantastique histoire d'un médecin, le docteur Moneng. Dans ce roman alliant récit biographique et dialogue, on réalise combien même « quand un amour de jeunesse est contrarié par l'autorité paternelle, le destin a toujours son mot à dire... ».

Né dans le village imaginaire de Dowa, Moneng a connu un amour éphémère de jeunesse qui a occasionné la naissance de son fils, Moneng Moké, dont on lui a toujours caché l'existence. Le roman s'ouvre trois décennies après que ces événements se soient produits.

Alors qu'un jour le docteur Moneng sort de son bureau pour raccompagner un patient après sa consultation, il perçoit quatre personnes à la réception dont une femme dans la soixantaine, un jeune homme et deux enfants, précisément une fille et un garçon. « J'ai vu un groupe de gens à la réception. Sont-ils tous ensemble ? Oui, répondit sa secrétaire. Demandez-leur qui est malade pour que je le reçoive. Il n'y a pas de malade docteur; ils veulent tous vous voir ; ré-

pliqua-t-elle. Ils veulent me voir tous ? Dans ce cas, faites-les entrer... », détaille l'ouvrage. Or ce qu'il ignorait, c'est que la femme âgée était son amour de jeunesse dont il n'a jamais sorti de sa tête, le jeune homme son fils devenu



également docteur comme lui et les deux enfants, ses petit-fils. A l'annonce de cette nouvelle se succédera une série d'événements qui tiendront en haleine le fil du récit romanesque. Subdivisé

en plusieurs chapitres, « Au gré du destin », c'est aussi une leçon de vie des conséquences de nos actes qui nous rattrapent tôt ou tard, ainsi que de l'emprise parentale sur la vie de leurs enfants. A travers ce livre de 128 pages, Emmanuel Ebolo-Iyendza explore une panoplie de thèmes, reflets de la société dans laquelle nous vivons tels la force du destin, la puissance de l'amour vrai, le pardon, la confiance, la séparation, la douleur, le pessimisme, la colère, la tempérance...

Natif de Fort-Rousset (actuel Owando) en République du Congo, Emmanuel Ebolo-Iyendza est diplômé d'économie, des sciences de gestion et des sciences et techniques de la communication, option journalisme. Il a été chargé de cours de marketing à l'Institut supérieur de gestion de l'Université Marien-Ngouabi, député à l'Assemblée nationale ainsi que conseiller municipal de la commune d'Owando. Il est actuellement consul général de la République du Congo à Guangzhou, en République populaire de Chine.

Merveille Atipo

## TRANSFERT

## Christopher Missilou à Swindon Town jusqu'en juin

Christopher Missilou change de club mais reste en League One (3e division) : le milieu de 28 ans s'est engagé lundi en faveur de Swindon Town jusqu'en juin prochain.

Après un début de saison plutôt prometteur à Northampton, un promu, l'ancien Auxerrois a perdu sa place de titulaire fin octobre (7 titularisations entre la 1re et la 9e journée, seulement 4 entre la 10e et la 22e). La rupture a été consommée durant le marché des transferts avec ce départ, lundi 1er février, à Swindon Town, légèrement mieux classé que Northampton (19e contre 21e). Le milieu défensif, également passé par Oldham Athletic entre 2018 et 2020, finira la saison en League One en gardant l'espoir d'attirer l'attention d'un club de Championship. Et de la Fédération congolaise de football.

Angleterre, 22e journée, 1re division

Niels Nkounkou est resté sur le banc lors du succès d'Everton à West Ham (2-1). Les Toffees sont 6e à 6 points du podium.

France, 23e journée, 1re division

Titulaire, Faitout Maouassa a été remplacé à la 69e lors du match nul concédé par Rennes face au voisin lorientais (1-1). Loris Mouyokolo n'était pas de groupe.

Chrislain Matsima n'était pas dans le groupe de Monaco, vainqueur du derby face à Nice (2-1).

Warren Tchimbembé est entré à la 79e alors que le score était acquis entre Metz et Montpellier (1-1). Rappelons que Beni Maoukana, opéré d'une épaule, est convalescent.

Italie, 15e journée, 4e division, groupe H

Mady Abonckelel était remplaçant au coup d'envoi du match perdu par Gravina face à l'US Bitonto (0-2). Avec 14 points, Gravina est 16e et barragiste.

Roumanie, 21e journée, 1re division

Yves Pambou est entré à la 71e lors du match nul de Gaz Metan Medias à Hermanstadt (1-1). Le score était alors en faveur de l'ancien club de Juvhel Tsoumou. GMM est 10e avec 25 points.

Suisse, 18e journée, 1re division

Lugano est tenu en échec par Vaduz (1-1). Sans Kévin Monzialis, absent du groupe.

Camille Delourme

FONDATION  
GOTÈNE



### CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène  
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso  
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com  
www.fondationgotene.com

## NÉCROLOGIE

Le vice-amiral Jean Dominique Okemba informe parents, amis et connaissances, que la dépouille mortelle de sa sœur cadette, Okemba Niatsini Emilienne arrive le 5 février 2021 à l'aéroport international d'Ollombo en provenance d'Afrique du Sud. Le vice-amiral Jean Dominique Okemba et familles, renouvellent leurs fraternels remerciements à tous ceux qui continuent à leur manifester soutien et compassion.



Les enfants Matoko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur père Jacques Matoko, survenu le 22 janvier à Brazzaville.

Le programme des obsèques se présente comme suit:

Samedi 6 février

-9h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

-10h00 : recueillement sur place

-12h00 : départ pour le cimetière Bouka ;

-16h00 : retour et fin de cérémonie.

BAGARREUSE PARTISAN D'UN GÉNÉRAL	↓	OUTIL DE FORAGE TENDU	↓	DIALECTE SOMMET	↓	AMORPHE CHAVIRÉ	↓	FRANCHIR LE PAS	↓	QUANTITÉ COMPRIMENT	↓
JUSTIFIÉE ARBRES FRUITIERS	→							LIQUIDE	→		
SALUT IMPÉRIAL ENLEVER	→			ATOME CHARGÉ	→			SIMPLE APPAREIL	→	APPRIIS PONT A VENISE	↓
OCCIRE NOMBRE	→			COUTURES EN BLOC DOSE LIQUIDE	→						ELIMÉES
RÉGION DU BRÉSIL	→	MASSIF PROVENÇAL ROMAN DE BARJAVEL	→	DÉPARTEMENT FRANÇAIS BROSSE À CHEVAUX	→			PALPE ÎLE DE FRANCE	→		
VILLE DE LOMBARDIE	→	DIFFICILE APRÈS	→					GREFFE HAUT NIVEAU	→		ÉPUISEE
DOULEUR FICHERAI EN L'AIR	→			IL PASSE LE TEMPS PRONOM PERSONNEL	→			PRONOM PERSONNEL ÉTAI AU LABO	→		
NON SIMULÉ	→							SUIT LE TITRE	→		

MOTS MÊLÉS

N	O	N	A	F	C	V	D	I	S	K	R	I	L	L
I	E	V	I	L	A	S	T	P	V	E	R	N	I	R
A	E	R	U	G	M	U	E	A	L	E	Z	A	N	C
R	M	L	U	K	P	C	T	U	B	I	R	T	D	A
G	P	E	R	S	I	S	E	E	Q	L	C	J	I	R
M	L	U	U	M	N	A	L	R	V	I	O	A	V	I
U	O	N	E	P	G	O	H	H	O	E	T	I	I	B
T	I	N	O	E	E	O	T	P	L	B	D	S	D	O
O	M	A	S	I	P	L	A	M	L	I	T	N	U	U
T	U	U	N	T	S	O	U	A	E	T	C	E	E	R
C	B	E	O	T	I	E	N	C	H	U	E	T	L	A
A	L	L	C	K	C	K	L	A	H	M	F	R	E	C
F	A	R	E	L	U	D	N	O	C	E	N	O	Y	K
F	C	H	A	R	B	O	N	E	U	Q	I	H	T	E
H	A	G	A	R	D	A	L	C	O	O	T	E	S	T

ALBUM  
ALCOOTEST  
ALEZAN  
ANNUEL  
ATHLETE  
BEOTIEN  
BITUME  
CAMPBRE  
CAMPING  
CANOPEE  
CARIBOU  
CHARBON  
CONSOEUR  
DEVETU

EMPLOI  
ETHIQUE  
FACTOTUM  
FALOT  
FANON  
GRAIN  
HAGARD  
HAIKU  
HELLO  
HORTENSIA  
INDIVIDUEL  
INFECT  
KRILL

LESION  
LOUKOUM  
ONDULER  
PELUCHE  
RACKET  
RUSTIQUE  
SALIVE  
SPECIMEN  
TABLOID  
TONSURE  
TRIBU  
VAGUE  
VERNIR

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°05 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°05 •

		9		5	6	2								
8	5		9		2									
	7	4		8		5								
5	6			9		4					2			
	4										8			
7		1		3							5	6		
		5		2		6	3							
			5		3		9	7						
		7	4	1		8								

EN PARTANT DES CHIFFRES REMPLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

MOTS CASES • N°05


- 2 LETTRES  
EN - ET - GO - NI - OS - SE - TE - UN - UT
- 3 LETTRES  
ANE - BAI - ERE - GAI - GUE - GUS - NET - RHO - RTT - TEL - TER - TUE - USE
- 4 LETTRES  
ATRE - OTAN - PEAU - PRES - SEAU - TUBA - UNIR
- 5 LETTRES  
BEIGE - EBENE - EGOUT - ELEVE - ETANG - HEROS - HUTTE - NEIGE - NERVI - OTAGE - STAGE - THONS - TIRET
- 6 LETTRES  
AMANTS - ENTETE - GANSEE - HARENG - HARPON - LIASSE - PETREL - RESUME - RITUEL - TETENT

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

SOLUTION  
Le mot mystère est **artefact**

Mots casés

MOTS CASES N°04

V	A	C	C	I	N	G	E	L
E	R	R	E	O	U	R	L	E
R	I	A	N	T	E	A	I	T
G	A	N	T	U	R	S	S	
E	A	R	I	D	E	E	H	
R	E	E	N	S	A	O		
P	U	N	O	T	I	O	N	
R	A	N	G	E	M	U	T	
E	T	R	E	M	E	R	E	
P	E	A	U	A	S	D		
U	G	E	N	T	G	I	T	
T	R	I	O	E	I	L	H	
E	U	T	E	S	F	U	M	E

Mots fléchés

MOTS FLÉCHÉS • N° 04

E	E	T	P	H	P	A					
I	N	C	I	N	E	R	A	T	I	O	N
T	A	B	A	C	A	S	E				
M	A	R	I	T	A	H	I	T	I		
I	D	A	H	O	O	L	I	V	E		
O	L	A	E	R	A	I	L	L	E	S	
L	I	B	R	A	I	R	E	S			
T	E	E	N	U	L	U	E	H			
N	O	I	X	B	R	A	M	E			
P	A	T	R	E	C	A	N	O	S		
R	G	P	O	S	E	N	T				
A	D	D	I	T	I	F	B	A	I	L	
E	U	E	S	F	L	A	V	E			
M	U	R	A	B	R	I	T	E	E	S	
R	E	C	R	U	E	S	U	S	E		

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°04 •

2	9	8	4	1	6	7	5	3
1	5	4	2	3	7	9	8	6
6	7	3	8	9	5	2	1	4
3	4	9	7	6	8	5	2	1
8	2	7	1	5	4	6	3	9
5	6	1	3	2	9	4	7	8
9	3	6	5	8	2	1	4	7
4	8	5	9	7	1	3	6	2
7	1	2	6	4	3	8	9	5

• SUDOKU • GRILLE FACILE • N° 04

5	2	4	6	3	8	9	7	1
7	6	8	1	2	9	3	4	5
1	9	3	7	5	4	6	2	8
6	4	5	9	8	1	7	3	2
9	8	2	5	7	3	1	6	4
3	1	7	4	6	2	8	5	9
8	7	1	2	4	6	5	9	3
2	3	6	8	9	5	4	1	7
4	5	9	3	1	7	2	8	6

## COOPÉRATION

# La Chine annule la dette du Congo

L'annonce de l'annulation de la totalité de la dette du Congo a été faite par l'ambassadeur de Chine, Ma Fulin, au cours de l'audience avec le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le jeudi 4 février 2021 à Brazzaville.

«Le gouvernement chinois a décidé de supprimer la globalité de la dette publique du Congo, qui est arrivée à échéance avant la fin de l'année 2020.», a déclaré Ma Fulin. En dehors de l'annulation de la dette, estimée à 13 millions de dollars, le diplomate chinois a indiqué que son pays fera un don de 35 milliards FCFA au Congo. L'enveloppe sera mise à profit pour la réalisation d'un certain nombre de projets dans la coopération sino-congolaise.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, la Chine fera un don de 100.000 doses de vaccin au Congo, a souligné l'ambassadeur Ma Fulin. Ces doses pourront couvrir cinquante mille personnes.

Le diplomate chinois a reconnu que l'année 2020 a été difficile du fait de la pandémie. Ainsi, il a rassuré que la coopération entre la Chine et le Congo n'allait pas s'arrêter en si bon chemin.

**Rominique Makaya**



L'ambassadeur de Chine annonçant l'annulation de la dette au président de la République

## OUVERTURE DE LA SAISON 2021-2022

## Les Jeux olympiques de Paris et les Jeux africains d'Accra en ligne de mire

Le ministre des Sports et de l'Education physique a officiellement lancé le 4 février la saison sportive 2021-2022. Hugues Ngouélondélé a défini les règles de jeu de la nouvelle olympiade en s'appuyant notamment sur le contrat d'objectif et de performance



Le ministre des Sports et les responsables du mouvement sportif Adiac

La saison qui vient d'être ouverte, est la première de l'olympiade 2021-2024. Pendant cette olympiade a rappelé le ministre des Sports et de l'Education physique, les athlètes congolais ont d'immenses défis à relever d'autant plus qu'ils participeront aux Jeux africains de 2023 à Accra au Ghana puis aux Jeux olympiques de Paris en France. « Nous nous fixons pour objectif de figurer sur les podiums. Pour atteindre ces objectifs, nous devons nous mettre résolument au travail, avec rigueur dès maintenant », a précisé Hugues Ngouélondélé.

Le ministre des Sports a mis en avant l'importance de la signature des contrats d'objectif et de performance pour donner plus de valeur au partenariat stratégique qui existe entre le ministère des Sports

et le mouvement sportif. Le contrat d'objectif et de performance a-t-il rappelé, est la traduction opérationnelle et financière d'une politique sportive partenariale, visant des objectifs à atteindre, basée sur des engagements réciproques, lesquels seront évalués chaque année.

Au cours de la dernière olympiade, les performances des athlètes congolais n'ont pas été satisfaisantes, a quant à lui, reconnu le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc). Le Cnosc ambitionne cette fois-ci tout de mettre en œuvre pour une participation de qualité aux JO de Paris 2024. « Nous devons les uns et les autres nous engager pour une équipe congolaise de qualité à ces jeux », a souhaité André Blaise Bollé. Le premier vice-président du Cnosc a par

ailleurs plaidé en faveur de la concrétisation du projet du Centre de perfectionnement olympique à Kintélé afin d'inviter le gouvernement à trouver des solutions pour faire vivre les infrastructures sportives

Le projet de centre de perfectionnement olympique de Kintélé mérite d'être concrétisé pour la préparation de nos athlètes aux compétitions continentales et mondiales. « Ce centre qui offre toutes les conditions pour le respect des mesures barrières contre la Covid-19 est en train de mourir pendant que nos athlètes errent çà et là à la recherche des sites d'hébergement et d'entraînement, à l'exemple de ceux de natation. Nous devons conjuguer nos efforts pour la survie de ce complexe qui se détruit à petit feu », a-t-il renchéri.

**James Golden Eloué**

## CHAN CAMEROUN 2020

## Maroc-Mali, telle est l'affiche de la finale

Les Lions de l'Atlas du Maroc, détenteurs du titre, affronteront les Aigles du Mali, dimanche à 20 heures à Yaoundé dans le cadre de la finale du championnat d'Afrique des nations (Chan).

Les demi-finales ont livré leur verdict. Vainqueurs respectivement du Cameroun (4-0) et de la Guinée (0-0, 5-4 au tirs au buts), Le Maroc et le Mali se croiseront en finale du Chan 2020, dimanche au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. Les Lions de l'Atlas tenteront de remporter un deuxième titre consécutif dans la compétition, tandis que les Aigles convoiteront un tout premier sacre après avoir disputé la finale de l'édition 2016. Entre ces deux équipes, cette finale présente des allures de choc extrêmes sur un plan statistique. Le souhait de plusieurs spécialistes et amoureux du football africain s'est parfaitement réalisé puisque les deux meilleures équipes plébiscitées favorites, au début de la compétition, se retrouvent en finale.

Le match de ce dimanche produira sans nul doute des intecincelles, car la meilleure attaque défiera la meilleure défense de la compétition. Le Maroc avec ses treize buts marqués cherchera à confirmer sa vivacité mais de l'autre côté, le bloc défensif du Mali qui, n'a encaissé qu'un seul but ne se laissera pas faire.

Après un début de tournoi poussif et peu convaincant (1 victoire et 1 nul vierge, 1 seul but inscrit, par penalty, en deux rencontres), les Lions de l'Atlas ont entamé leur montée en puissance contre l'Ouganda, battu (5-2) après avoir mené au score, et l'ont poursuivi depuis, en écartant sans difficulté ni ménagement la Zambie (3-1) puis le Cameroun (4-0) lors des tours à élimination directe. Avec 13 buts en cinq matchs, dont 5 pour le seul Soufiane Rahimi, les hommes d'Houcine Ammouta forment l'équipe de loin la plus prolifique de cette édition. Les Lions de l'Atlas sont ainsi candidats à leur propre succession (2018).

Dans cette compétition réservée aux joueurs évoluant sur le continent, le premier grand tournoi de football africain organisé depuis l'apparition du nouveau coronavirus, le Mali souhaite, ainsi faire l'exploit après avoir manqué la final de 2016 face à la République démocratique du Congo. Les Maliens ont, en effet, battu le Burkina Faso (1-0) lors de leur premier match avant de se neutraliser contre le pays organisateur, le Cameroun (1-1) puis dominé le Zimbabwe (1-0). Ils ont ensuite, éliminé le Congo et la Guinée en quart de finale et demi-finale sur le même score : 0-0 et 5 tab contre 4.

Notons que le match mettra aux prises la Guinée au Cameroun ce 6 février à 20h au stade de la Réunification de Douala.

**Rude Ngoma**